

C-13

Second Session, Fortieth Parliament,
57-58 Elizabeth II, 2009

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-13

An Act to amend the Canada Grain Act, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1998 and chapter 25 of the Statutes of Canada, 2004

FIRST READING, FEBRUARY 23, 2009

MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

C-13

Deuxième session, quarantième législature,
57-58 Elizabeth II, 2009

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-13

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada, le chapitre 22 des Lois du Canada (1998) et le chapitre 25 des Lois du Canada (2004)

PREMIÈRE LECTURE LE 23 FÉVRIER 2009

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Grain Act* by

- (a) clarifying the Canadian Grain Commission's objects;
- (b) combining terminal elevators and transfer elevators into a single class of elevators called "terminal elevators";
- (c) eliminating mandatory inward inspection and weighing as well as some requirements for weigh-overs at elevators;
- (d) extending the right to require the Commission to determine the grade and dockage of grain at process elevators and grain dealers' premises;
- (e) eliminating the Grain Appeal Tribunals;
- (f) eliminating the Commission's ability to require security as a condition for obtaining or maintaining a licence;
- (g) creating additional regulatory powers for the Commission;
- (h) modifying enforcement provisions and creating certain new offences; and
- (i) ensuring that some of the requirements and procedures set out are clarified and modernized and that certain language is updated.

The enactment also amends *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act* as well as another Act, and includes transitional provisions and coordinating amendments.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les grains du Canada* afin :

- a) de clarifier la mission de la Commission canadienne des grains;
- b) de combiner les installations terminales et les installations de transbordement en une seule catégorie appelée « installations terminales »;
- c) d'éliminer l'inspection et la pesée obligatoires à l'arrivage ainsi que certaines exigences relatives aux pesées de contrôle;
- d) d'étendre le droit d'exiger de la Commission qu'elle établisse le grade et le taux d'impuretés des grains dans les installations de transformation et les locaux des négociants en grains;
- e) d'éliminer les tribunaux d'appel en matière de grains;
- f) de retirer à la Commission la possibilité d'exiger une garantie comme condition de l'obtention ou du maintien de la licence;
- g) d'attribuer de nouveaux pouvoirs réglementaires à la Commission;
- h) d'apporter des changements aux dispositions relatives au contrôle d'application et de créer de nouvelles infractions;
- i) d'actualiser la terminologie utilisée et de préciser et moderniser certaines marches à suivre et modalités.

Il modifie également la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme* et une autre loi et contient des dispositions transitoires et de coordination.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-13

PROJET DE LOI C-13

An Act to amend the Canada Grain Act, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1998 and chapter 25 of the Statutes of Canada, 2004

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada, le chapitre 22 des Lois du Canada (1998) et le chapitre 25 des Lois du Canada (2004)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. G-10

CANADA GRAIN ACT

LOI SUR LES GRAINS DU CANADA

L.R., ch. G-10

1994, c. 45,
s. 1(6)(F)

1. (1) The definitions “export standard sample”, “foreign grain”, “overage”, “primary standard sample”, “shortage” and “transfer elevator” in section 2 of the *Canada Grain Act* are repealed.

1. (1) Les définitions de « déficit », « échantillon-type d'exportation », « échantillon-type normal », « excédent », « grain étranger » et « installation de transbordement » ou « silo de transbordement », à l'article 2 de la *Loi sur les grains du Canada*, sont abrogées.

1994, ch. 45,
par. 1(6)(F)

(2) The definition “appellation de grade” in section 2 of the French version of the Act is repealed.

(2) La définition de « appellation de grade », à l'article 2 de la version française de la même loi, est abrogée.

R.S., c. 37
(4th Supp.)
s. 1(1); 1994,
c. 45, ss. 1(3) and
(6)(F)

(3) The definitions “contaminated”, “official sample” and “terminal elevator” in section 2 of the Act are replaced by the following:

(3) Les définitions de « contaminé », « échantillon officiel » et « installation terminale » ou « silo terminal », à l'article 2 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

L.R., ch. 37
(4^e suppl.),
par. 1(1); 1994,
ch. 45, par. 1(3)
et (6)(F)

“contaminated”
« contaminé »

“contaminated” means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons or animals, or is adulterated within the meaning of the regulations;

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine ou animale, ou qui sont falsifiés au sens des règlements.

« contaminé »
“contaminated”

“official sample”
« échantillon officiel »

“official sample” means a sample taken from a parcel of grain by a device that is approved by the Commission and that is operated or whose use is monitored by a person authorized by the Commission;

« échantillon officiel » Échantillon prélevé dans un lot de grain au moyen d'un appareil approuvé par la Commission, dont le fonction-

« échantillon officiel »
“official sample”

“terminal elevator”
« installation terminale » ou
« silo terminal »

“terminal elevator” means an elevator whose principal uses are the receiving of grain from other elevators and the cleaning, storing and treating of the grain before it is officially inspected and officially weighed;

(4) The definitions “arrêté” and “stockage en cellule” in section 2 of the French version of the Act are replaced by the following:

« arrêté »
“order”

« arrêté » S’entend notamment de toute instruction ou de tout ordre donné en matière de commerce de grains par la Commission.

« stockage en cellule »
“special binning”

« stockage en cellule » Stockage d’un ou plusieurs lots de grain effectué aux termes d’un contrat, et ce dans un espace spécial d’une installation précisé dans ce contrat, dans le but d’en préserver l’identité.

(5) Subparagraph (b)(ii) of the definition “lawfully” in section 2 of the Act is replaced by the following:

(ii) the delivery of grain to a terminal elevator, process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator, or

(6) Subparagraph (a)(iii) of the definition “installation” or “silo” in section 2 of the French version of the Act is replaced by the following:

(iii) construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l’exploitation d’une minoterie, d’une pro-venderie, d’une usine de nettoyage des semences, d’une malterie, d’une distillerie, d’une usine d’oléifaction ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage et le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment;

(7) Paragraph (e) of the definition “installation” or “silo” in section 2 of the French version of the Act is replaced by the following:

nement est assuré par une personne habilitée à cet effet par celle-ci ou dont l’utilisation est surveillée par une telle personne.

5 « installation terminale » ou « silo terminal » Silo destiné principalement à la réception de grain provenant d’un autre silo ainsi qu’au nettoyage, au stockage et au traitement de celui-ci avant son inspection et sa pesée officielles.

« installation terminale » ou
« silo terminal »
“terminal elevator”

(4) Les définitions de « arrêté » et « stockage en cellule », à l’article 2 de la version française de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« arrêté » S’entend notamment de toute instruction ou de tout ordre donné en matière de commerce de grain par la Commission.

« arrêté »
“order”

« stockage en cellule » Stockage d’un ou plusieurs lots de grain effectué aux termes d’un contrat, et ce dans un espace spécial d’une installation précisé dans ce contrat, dans le but d’en préserver l’identité.

« stockage en cellule »
“special binning”

(5) Le sous-alinéa b)(ii) de la définition de « légalement », à l’article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(ii) la livraison de grain à une installation terminale ou de transformation, ou à un consignataire dans un lieu autre qu’une installation,

(6) Le sous-alinéa a)(iii) de la définition de « installation » ou « silo », à l’article 2 de la version française de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(iii) construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l’exploitation d’une minoterie, d’une pro-venderie, d’une usine de nettoyage des semences, d’une malterie, d’une distillerie, d’une usine d’oléifaction ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage et le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment;

(7) L’alinéa e) de la définition de « installation » ou « silo », à l’article 2 de la version française de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

e) les installations situées dans la région de l'Est et construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l'exploitation d'une minoterie, d'une proven-
derie, d'une usine de nettoyage des semences, d'une malterie, d'une distillerie, d'une usine d'oléifaction ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage, le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment.

e) les installations situées dans la région de l'Est et construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l'exploitation d'une minoterie, d'une proven-
derie, d'une usine de nettoyage des semences, d'une malterie, d'une distillerie, d'une usine d'oléifaction ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage, le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment.

(8) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(8) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"imported grain"
« grain importé »

"imported grain" means any grain grown outside Canada and includes any screenings from that grain and every grain product manufactured or processed from that grain;

« grain importé » Les grains cultivés à l'étranger, y compris leurs criblures et tout produit céréalier obtenu par leur transformation ou leur préparation industrielle.

« grain importé »
"imported grain"

(9) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(9) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« nom de grade »
"grade name"

« nom de grade » Nom ou nom et numéro attribués à un grade de grain établi sous le régime de la présente loi, y compris toute abréviation réglementaire correspondante.

« nom de grade » Nom ou nom et numéro attribués à un grade de grain établi sous le régime de la présente loi, y compris toute abréviation réglementaire correspondante.

« nom de grade »
"grade name"

1994, c. 45, s. 4

2. Paragraph 12(g) of the Act is replaced by the following:

(g) fixing the allowance to be paid to members of grain standards committees.

2. L'alinéa 12g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) fixer le traitement à verser aux membres des comités de normalisation des grains.

1994, ch. 45, art. 4

3. Section 13 of the Act is replaced by the following:

3. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Objects

13. Subject to this Act and any directions to the Commission issued from time to time under this Act by the Governor in Council or the Minister, the Commission shall

13. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des instructions que peuvent lui donner le gouverneur en conseil ou le ministre, la Commission a pour mission :

Mission

(a) establish and maintain standards of quality for Canadian grain and regulate grain handling in Canada to ensure a dependable commodity for domestic and export markets; and

a) de fixer et de faire respecter des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention des grains au pays afin d'assurer la fiabilité sur les marchés intérieur et extérieur;

(b) protect the interests of grain producers with respect to deliveries to elevators and grain dealers, the allocation of producer railway cars and the binding determination of grade and dockage of grain by the Commission.

b) de protéger les intérêts des producteurs de grain en ce qui concerne la livraison aux silos et aux négociants en grains, l'affectation des wagons du producteur et l'établissement, par elle, des grades et du taux d'impureté des grains, lequel a force exécutoire.

4. Section 15 of the Act and the heading before it are repealed.

5. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) recommending specifications for grades of grain and selecting and recommending standard samples of grain; and

(2) Paragraph 20(2)(b) of the Act is repealed.

6. The heading before section 23 of the Act is replaced by the following:

STANDARD SAMPLES

7. (1) The portion of section 23 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

23. Each crop year, the Commission shall cause to be collected representative samples of the crop of western grain and the crop of eastern grain and, from those samples and from any other samples of the stocks of grain from any previous crop year that the Commission considers to be representative of the existing stock of any grain, cause to be prepared representative samples of

(2) Paragraph 23(b) of the Act is replaced by the following:

(b) any other grade of western grain or eastern grain for which, in the Commission's opinion, it would be appropriate to designate standard samples; and

8. Subsection 24(4) of the Act is replaced by the following:

(4) The Western Standards Committee shall examine the samples of each grade of western grain that are supplied to the Committee by the Commission and select and recommend to the Commission samples of the grade that, in the Committee's opinion, represent as accurately as possible the average quality of grain of that grade received at any or all elevators at any or all inspection points.

9. Sections 26 and 27 of the Act are replaced by the following:

4. L'article 15 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

5. (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) proposer les caractéristiques des grades de grain et choisir et proposer les échantillons-types;

(2) L'alinéa 20(2)b) de la même loi est abrogé.

6. L'intertitre précédant l'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

ÉCHANTILLONS-TYPES

7. (1) Le passage de l'article 23 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

23. Au cours de chaque campagne agricole, la Commission fait prélever des échantillons caractéristiques de la récolte de grains de l'Ouest et de l'Est et, à l'aide de ces échantillons et d'autres échantillons des stocks de grain subsistant des campagnes agricoles précédentes qu'elle juge représentatifs du stock actuel, fait préparer des échantillons caractéristiques :

(2) L'alinéa 23b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) d'autres grades de grain de l'Ouest ou de l'Est lorsqu'elle estime opportun de désigner des échantillons-types à leur égard;

8. Le paragraphe 24(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le comité de normalisation de l'Ouest examine les échantillons de grain de l'Ouest de chaque grade que lui fournit la Commission et choisit et propose à celle-ci les échantillons qui, à son avis, représentent le plus fidèlement possible la qualité moyenne des grains de ce grade reçus par les installations et les postes d'inspection.

9. Les articles 26 et 27 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Preparation of samples

Prélèvement d'échantillons

Recommendation of standard samples

Proposition d'échantillons-types

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 11

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 11

Designation of standard samples	<p>26. The Commission shall, for each crop year, <u>after</u> considering the recommendations of a grain standards committee made <u>under</u> subsection 24(2) <u>or</u> (4), designate standard samples of each grade of grain for which a representative sample is prepared <u>under</u> paragraph 23(a) and of <u>any</u> other grades of grain <u>that</u> the Commission considers advisable.</p>	<p>26. Pour chaque campagne agricole, la Commission, après examen des propositions que lui font l'un ou l'autre des comités de normalisation en application des paragraphes 24(2) <u>ou</u> (4), désigne des échantillons-types pour chacun des grades de grain pour lesquels un échantillon caractéristique a été préparé en application de l'alinéa 23a) et pour les autres grades pour lesquels elle juge opportun de le faire.</p>	Désignation d'échantillons-types
Standard samples	<p>27. (1) The standard sample that is designated for a grade of grain constitutes</p> <p>(a) the visual grading standard <u>to</u> be used in the grading of grain of that grade; and</p> <p>(b) the minimum visual quality of the grade for that grain.</p>	<p>27. (1) L'échantillon-type désigné pour un grade de grain constitue, à la fois :</p> <p>a) la norme visuelle à utiliser pour le classement <u>du grain</u> de ce grade;</p> <p>b) le critère visuel de qualité minimale de ce grade.</p>	Échantillons-types
Non-visual criterion	<p>(2) <u>If</u> a criterion of a grade of grain cannot be determined visually by comparison with a standard sample, that criterion <u>must</u> be taken into consideration in determining the grade of the grain.</p>	<p>(2) Dans <u>le classement</u> des grains, il faut tenir compte de tout critère applicable à un grade de grains qui ne peut s'apprécier visuellement par comparaison avec un échantillon-type.</p>	Critères de qualité non visuels
Limitation	<p>(3) No person shall, on the basis of the use of a standard sample,</p> <p>(a) assign a grade to any grain that does not meet the specifications for that grade established by or under this Act; or</p> <p>(b) refuse to assign a grade to any grain that meets the specifications so established for that grade.</p>	<p>(3) <u>Il est interdit de se servir d'un échantillon-type aux fins suivantes :</u></p> <p>a) attribuer un grade à des grains qui ne satisfont pas aux caractéristiques fixées pour celui-ci sous le régime de la présente loi;</p> <p>b) refuser d'attribuer un grade à des grains qui satisfont aux caractéristiques ainsi établies pour celui-ci.</p>	Restriction
Provision for inspection	<p>10. Section 29 of the Act is replaced by the following:</p> <p>29. The Commission shall make provision for the <u>official</u> inspection of grain at <u>the</u> places <u>that</u> the Commission may, by by-law, determine.</p>	<p>10. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>29. La Commission prend les dispositions nécessaires pour assurer l'inspection <u>officielle</u> du grain dans les lieux qu'elle <u>peut fixer</u> par règlement administratif.</p>	Dispositions en vue de l'inspection
R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 13	<p>11. Section 31 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>11. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 37 (4 ^e suppl.), art. 13
Commission's property	<p>31. A sample of grain taken <u>under</u> section 30 or otherwise sent to the Commission becomes the <u>Commission's</u> property and shall be <u>used</u>, sold <u>or</u> disposed of by the Commission in the prescribed manner.</p>	<p>31. Dès leur prélèvement en application de l'article 30 ou leur envoi à la Commission, les échantillons deviennent la propriété de celle-ci, 40 laquelle <u>les utilise</u>, <u>les vend</u> ou en <u>dispose</u> conformément aux règlements.</p>	Propriété de la Commission
	<p>12. Paragraph 32(1)(b) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>12. L'alinéa 32(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	

(b) where the grain was grown outside Canada, stating the grain's country of origin or stating that the grain is imported grain.

13. Section 33 of the Act is replaced by the following:

33. An inspection certificate issued when grain is discharged from a terminal elevator shall be transmitted with the shipping documents relating to the grain.

Transmission of inspection certificate

1994, c. 45, s. 8; 2003, c. 22, par. 224(n)(E)

14. The heading before section 35 and sections 35 to 38 of the Act are repealed.

15. Section 39 of the Act is replaced by the following:

39. (1) Any person who is dissatisfied with the grade assigned to grain on an official inspection may appeal from the decision of the inspector in respect of any characteristics of the grain, by way of an application for reinspection of the grain, to the chief grain inspector for Canada.

Right of appeal

(2) Except with the Commission's permission, no appeal lies under this section unless, within 15 days after the decision that is the subject of the appeal is made, notice of the appeal is given to the chief grain inspector for Canada.

Time for appeal

16. Section 41 of the Act is replaced by the following:

41. (1) When an appeal is taken, the chief grain inspector for Canada shall

(a) inspect the grain or a sample of it to which the appeal relates;

(b) review the decision appealed from;

(c) assign to the grain the grade that he or she considers to be the appropriate grade for the grain; and

(d) if a grade is assigned to the grain that is different from the grade previously assigned to it, require all inspection certificates, and all other documents specified by the Commission, relating to the grain to be revised accordingly.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 15

Duties on appeal

b) dans le cas de grains produits à l'étranger, fait état de leur qualité de grain importé ou de leur pays d'origine.

13. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. Le certificat d'inspection établi lors du déchargement de grain d'une installation terminale est transmis avec les documents d'expédition afférents.

5

Transmission du certificat d'inspection

14. L'intertitre précédant l'article 35 et les articles 35 à 38 de la même loi sont abrogés.

15. L'article 39 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

39. (1) Quiconque est insatisfait de l'attribution d'un grade résultant d'une inspection officielle peut interjeter appel de la décision de l'inspecteur relativement à l'une ou l'autre des caractéristiques du grain ainsi classé, sous forme de demande de réinspection, auprès de l'inspecteur en chef des grains du Canada (ci-après appelé « l'inspecteur en chef »).

Droit d'appel

(2) Sauf autorisation de la Commission, pour que l'appel soit recevable, avis doit en être donné à l'inspecteur en chef dans les quinze jours de la décision contestée.

Délai d'appel

16. L'article 41 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

41. (1) L'inspecteur en chef saisi d'un appel :

a) inspecte le grain faisant l'objet de l'appel ou un échantillon de celui-ci;

b) réexamine la décision contestée;

c) attribue au grain le grade qu'il juge approprié;

d) exige que les certificats d'inspection et 35 autres documents précisés par la Commission qui sont relatifs à ce grain soient corrigés en cas de changement de grade.

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 15

Obligations de l'inspecteur en chef lors d'un appel

Delegation	(2) The chief grain inspector for Canada may delegate all or part of the functions conferred on him or her under this section.	(2) Il peut déléguer tout ou partie des attributions qui lui sont conférées par le paragraphe (1).	Délégation
Decision is final	(3) Every decision of the chief grain inspector for Canada under this section, or any person to whom the chief inspector has delegated all or part of his or her functions, is final and conclusive and not subject to appeal to or review by any court.	(3) Est définitive et n'est pas susceptible d'appel ou de révision toute décision prise par l'inspecteur en chef au titre du paragraphe (1) ou par toute personne à qui il a délégué tout ou partie de ses attributions en vertu du paragraphe (2).	Caractère définitif de la décision
	17. Paragraph 42(c) of the Act is repealed.	17. L'alinéa 42c) de la même loi est abrogé.	
1994, c. 45, s. 9	18. Section 43 of the Act is replaced by the following:	18. L'article 43 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 9
Subclasses of licences	<p>43. The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations</p> <p>(a) establishing classes of licences for the operation of elevators other than the elevators referred to in paragraphs 42(a) to (d);</p> <p>(b) establishing subclasses to the classes of licences established under paragraph (a) and section 42; and</p> <p>(c) fixing terms and conditions for the licences of any class or subclass.</p>	<p>43. La Commission peut, par règlement pris avec l'approbation du gouverneur en conseil :</p> <p>a) créer des catégories de licences d'exploitation à l'égard des installations qui ne sont pas visées aux alinéas 42a) à d);</p> <p>b) créer des sous-catégories pour les catégories de licences créées en vertu de l'alinéa a) ou de l'article 42;</p> <p>c) fixer la durée de validité et les conditions d'exercice des différentes catégories ou sous-catégories de licences.</p>	Autres licences et sous-catégories de licences
1994, c. 45, s. 10; 2001, c. 4, s. 88(E)	19. (1) Subsections 45(1) and (2) of the Act are replaced by the following:	19. (1) Les paragraphes 45(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 10; 2001, ch. 4, art. 88(A)
Issue of licences — elevator operators and grain dealers	<p>45. (1) When a person who proposes to operate an elevator or to carry on business as a grain dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act and any conditions that the Commission may require of applicants, the Commission may issue to the applicant the licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that grain dealer.</p>	<p>45. (1) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi et aux conditions qu'elle peut imposer, la Commission peut, sur demande écrite de toute personne qui se propose d'exploiter un silo ou de faire profession de négociant en grains, lui délivrer la licence qu'elle juge appropriée.</p>	Délivrance de licences — silos et négociants en grains
1994, c. 45, s. 10	(2) Paragraph 45(3)(b) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 45(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 10
	<p>(b) subject to any conditions, in addition to any prescribed conditions, that the Commission considers appropriate in the public interest.</p>	<p>b) est assortie des conditions réglementaires et des autres conditions que la Commission juge indiquées dans l'intérêt public.</p>	

1994, c. 45, s. 10	20. (1) The portion of subsection 46(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	20. (1) Le passage du paragraphe 46(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 10
Refusal to issue elevator licence	46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if the applicant fails to establish to the <u>Commission's</u> satisfaction that	46. (1) La Commission peut refuser de 5 délivrer une licence d'exploitation de silo si l'intéressé n'établit pas, à sa satisfaction :	Refus de délivrance de licence — silo
1994, c. 45, s. 10	(2) Subsection 46(2) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 46(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1994, ch. 45, art. 10
Refusal to issue licence	(2) The Commission may refuse to issue a licence if the applicant <u>fails to establish to the Commission's satisfaction that the applicant has met the requirements of this Act or the conditions set by the Commission.</u>	(2) Elle peut aussi refuser de délivrer une licence si l'intéressé n'établit pas, à sa satisfaction, qu'il satisfait aux exigences de la présente loi et aux conditions qu'elle impose.	Refus de délivrance de licence
R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 17(1); 1994, c. 45, s. 12; 1998, c. 22, s. 6(3) and par. 25(b)(F)	21. Section 49 of the Act is repealed.	21. L'article 49 de la même loi est abrogé.	L.R., ch. 37 (4 ^e suppl.), par. 17(1); 1994, ch. 45, art. 12; 1998, ch. 22, par. 6(3) et al. 25b)(F)
1994, c. 45, s. 14	22. Subsections 51(3) to (5) of the Act are 15 repealed.	22. Les paragraphes 51(3) à (5) de la même loi sont abrogés.	1994, ch. 45, art. 14
R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 20(1)	23. (1) Subsection 54.1(1) of the Act is replaced by the following:	23. (1) Le paragraphe 54.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 37 (4 ^e suppl.), par. 20(1)
Recovery of charges	54.1 (1) <u>If</u> an elevator receipt issued by the licensee of a terminal elevator has been out-20 standing for more than one year and any charges accruing under the receipt have accrued for more than one year and are unpaid, the licensee, with the <u>Commission's</u> written permission, after giving <u>any</u> notice of sale to the last known 25 holder of the receipt as may be specified by the Commission, may, on <u>any</u> terms and conditions <u>that</u> may be specified in writing by the Commission, sell the grain referred to in the receipt or grain of the same kind, grade and 30 quantity to recover the charges.	54.1 (1) Lorsque les droits exigibles aux termes d'un récépissé qui est en circulation depuis plus d'un an et qui a été délivré par le 20 titulaire d'une licence d'exploitation relative à une installation terminale n'ont pas été acquittés, le titulaire peut, avec l'autorisation écrite de la Commission et aux conditions fixées par écrit par celle-ci — relatives, notamment, à l'avis de 25 vente préalable au dernier détenteur connu du récépissé —, vendre le grain visé par ce document ou la même quantité de grain des mêmes type ou grade pour recouvrer le montant des droits dus. 30	Recouvrement des droits
R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 20(1)	(2) Subsection 54.1(3) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 54.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 37 (4 ^e suppl.), par. 20(1)
Warning	(3) Each elevator receipt issued by the licensee of a terminal elevator shall bear the 35 following warning: "WARNING: <u>If</u> the charges accruing under this receipt have been unpaid for more than one year, the grain may be sold, <u>in which case</u>	(3) Chaque récépissé délivré par le titulaire d'une licence d'exploitation relative à une installation terminale doit porter la mention 35 suivante :	Avertissement

the holder is entitled to receive, on surrender of this receipt, only the money received for the grain less those charges and the costs of sale.

AVERTISSEMENT: En cas de non-paiement, pendant plus d'un an, des droits exigibles aux termes d'un récépissé, le grain peut être vendu, le détenteur du récépissé n'ayant droit par la suite, sur remise de ce document, qu'au produit de la vente, déduction faite de ces droits et des frais exposés pour la vente.”

24. Paragraph 57(a) of the Act is repealed.

25. The Act is amended by adding the following after section 60:

60.1 Except as may be authorized by regulation or by order of the Commission, no operator of a licensed primary elevator shall receive into the elevator any grain, grain product or screenings unless it is weighed at the elevator immediately before or during receipt.

Mandatory weighing

1994, c. 45, s. 16

26. (1) The portion of section 61 before subparagraph (b)(i) of the Act is replaced by the following:

61. When grain is lawfully offered at a licensed primary elevator for sale or storage, other than for special binning,

(a) if the producer, or a person delivering the grain on the producer's behalf, and the operator of the elevator agree on the grain's grade and dockage, the operator shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a cash purchase ticket or elevator receipt stating the grain's grade name, grade and dockage, and shall provide the producer with it without delay; or

(b) if the producer, or a person delivering the grain on the producer's behalf, and the operator of the elevator do not agree on the grain's grade or dockage, the operator shall

Procedure on receipt of grain

« AVERTISSEMENT: En cas de non-paiement, pendant plus d'un an, des droits exigibles aux termes d'un récépissé, le grain peut être vendu, le détenteur du récépissé n'ayant droit par la suite, sur remise de ce document, qu'au produit de la vente, déduction faite de ces droits et des frais exposés pour la vente.

WARNING: If the charges accruing under this receipt have been unpaid for more than one year, the grain may be sold, in which case the holder is entitled to receive, on surrender of this receipt, only the money received for the grain less those charges and the costs of sale. »

24. L'alinéa 57a) de la même loi est abrogé.

25. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60, de ce qui suit:

60.1 Sauf disposition contraire des règlements ou des arrêtés de la Commission, l'exploitant d'une installation primaire agréée ne peut y recevoir du grain, des produits céréaliers ou des criblures sans que ceux-ci aient été pesés à l'installation immédiatement avant ou lors de leur réception.

Pesée obligatoire

26. (1) Le passage de l'article 61 de la même loi précédant le sous-alinéa b)(i) est remplacé par ce qui suit:

61. Lorsque le producteur ou la personne livrant le grain en son nom offre légalement du grain pour vente ou stockage, sauf pour le stockage en cellule, à l'exploitant d'une installation primaire agréée, celui-ci:

1994, ch. 45, art. 16

Marche à suivre après réception du grain

a) en cas d'accord entre lui et le producteur ou la personne livrant le grain en son nom sur le grade du grain et les impuretés qu'il contient, établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un bon de paiement ou un récépissé faisant état du grade du grain, de son nom de grade et des impuretés en question et le délivre sans délai au producteur;

b) dans le cas contraire:

1994, c. 45, s. 16

(2) Clause 61(b)(i) of the French version of the Act is replaced by the following:

(i) prélève un échantillon du grain selon les modalités réglementaires,

1998, c. 22, par. 25(d)(F)

27. Subsection 62(4) of the Act is replaced by the following:

(4) No order shall be made under subsection (3) unless written notice of the dispute has been received by the Commission within 30 days after the delivery of the grain that is the subject of the dispute to a terminal elevator or process elevator.

Restriction

28. The portion of section 63 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

63. L'exploitant d'une installation primaire agréée effectue la pesée, la manutention et le traitement du grain, qui lui est légalement offert pour stockage, conformément à la demande qui lui est faite et aux modalités réglementaires et délivre ensuite un récépissé dans le cas suivant :

Traitement particulier

29. Paragraph 65(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) deliver to the holder of the surrendered receipt an elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator for grain of the same kind, grade and quantity as the grain referred to in the surrendered receipt.

30. Subsection 67(1) of the Act is replaced by the following:

67. (1) The operator of a licensed primary elevator shall, subject to section 86, without delay discharge into a conveyance referred to in paragraph (b), to the extent that the conveyance's capacity allows, the identical grain or grain of the same kind, grade and quantity, that any elevator receipt from that licensed primary elevator requires, if the holder of the receipt who is entitled to the delivery of grain referred to in the receipt

Discharge of grain from primary elevator

(a) may lawfully deliver the grain to a terminal elevator, process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator; and

45

(2) Le sous-alinéa 61b(i) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) prélève un échantillon du grain selon les modalités réglementaires,

1994, ch. 45, art. 16

5

27. Le paragraphe 62(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La prise de l'arrêté visé au paragraphe (3) est subordonnée à la condition que la Commission ait reçu avis écrit du désaccord dans les trente jours de la livraison du grain en cause à une installation terminale ou de transformation.

1998, ch. 22, al. 25d)(F)

Restriction

28. Le passage de l'article 63 de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

15

63. L'exploitant d'une installation primaire agréée effectue la pesée, la manutention et le traitement du grain, qui lui est légalement offert pour stockage, conformément à la demande qui lui est faite et aux modalités réglementaires et délivre ensuite un récépissé dans le cas suivant :

Traitement particulier

29. L'alinéa 65(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soit remettre au détenteur du récépissé un récépissé délivré par l'exploitant d'une installation terminale agréée pour du grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux visés au récépissé qui a été remis par le détenteur.

30. L'alinéa 67(1)a) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

a) peut légalement livrer le grain à une installation terminale ou de transformation, ou à un consignataire en un autre lieu qu'une installation;

35

(b) has caused to be placed at the elevator, to transport the grain, a railway car or other conveyance that is capable of receiving grain discharged out of the elevator and to which the grain may lawfully be delivered.

5

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 21(1); 1994, c. 45, ss. 18 and 19; 1998, c. 22, par. 25(f)(F); 2005, c. 24, s. 2

31. Sections 68.1 to 73 of the Act are replaced by the following:

31. Les articles 68.1 à 73 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par. 21(1); 1994, ch. 45, art. 18 et 19; 1998, ch. 22, al. 25(f)(F); 2005, ch. 24, art. 2

TERMINAL ELEVATORS

INSTALLATIONS TERMINALES

Receipt of grain

69. (1) Subject to section 58 and any order made under subsection (2) or section 118, an operator of a licensed terminal elevator shall, at 10 all reasonable hours on each day on which the elevator is open, without discrimination and in the order in which grain arrives and is lawfully offered at the elevator, receive into the elevator all grain so lawfully offered for which there is, 15 in the elevator, available storage accommodation of the type required by the person by whom the grain is offered.

69. (1) Sous réserve de l'article 58 et de tout arrêté pris en vertu du paragraphe (2) ou de l'article 118, l'exploitant d'une installation 5 terminale agréée reçoit, les jours d'ouverture aux heures normales d'ouverture, sans discrimination et selon l'ordre d'arrivée du grain légalement offert, tout le grain pour lequel il est en mesure d'offrir le type et l'espace de 10 stockage demandés.

Réception du grain

Orders respecting receipt of grain

(2) The Commission may, by order, on any conditions that it may specify, authorize or 20 require the operator to receive grain lawfully offered for storage or transfer at the elevator otherwise than as required by subsection (1).

(2) La Commission peut, par arrêté et aux conditions qu'elle fixe, autoriser ou obliger l'exploitant d'une installation terminale agréée à recevoir du grain légalement offert pour stoc- 15 kage ou transfert sans tenir compte des restrictions fixées par le paragraphe (1).

Arrêtés en matière de réception du grain

Weighing on request

69.1 (1) Unless exempted by regulation or by order of the Commission, an operator of a 25 licensed terminal elevator shall, if requested to do so by the person who caused the grain received into the elevator to be delivered, cause that grain to be weighed in a manner authorized by the Commission.

69.1 (1) À moins que les règlements ou les 25 arrêtés de la Commission ne l'en dispensent, si la personne qui a fait procéder à la livraison du grain reçu à l'installation terminale agréée en fait la demande, l'exploitant de l'installation fait procéder à la pesée du grain, et ce, de la façon autorisée par la Commission.

Demande de pesée

Access

(2) If requested to do so by the person who caused the grain to be delivered, the operator shall provide that person, or a third party selected by that person, with access at all reasonable times to the operator's premises to 35 permit that person or the third party to observe the weighing of the grain.

(2) Si la personne qui a fait procéder à la 25 livraison du grain en fait la demande, l'exploitant permet à celle-ci ou à un tiers nommé par elle d'avoir accès en tout temps opportun à ses locaux pour observer la pesée.

Accès

Inspection on request

70. (1) Unless exempted by regulation or by order of the Commission, an operator of a licensed terminal elevator shall, if requested to 40 do so by the person who caused the grain

70. (1) À moins que les règlements ou les 30 arrêtés de la Commission ne l'en dispensent, si la personne qui a fait procéder à la livraison du grain reçu à l'installation terminale agréée en fait la demande, l'exploitant de l'installation fait

Demande d'inspection

Inspection to be made by operator or third party	<p>received into the elevator to be delivered, cause that grain to be inspected, including graded, in a manner authorized by the Commission.</p> <p>(2) The inspection shall be made by the operator unless the person who caused the grain to be delivered requests the grading of the grain to be done by a third party chosen by that person, in which case the inspection shall be made by that third party.</p>	<p>procéder à l'inspection du grain, notamment à son classement par grades, et ce, de la façon autorisée par la Commission.</p> <p>(2) Il effectue lui-même l'inspection, sauf si la personne qui a fait procéder à la livraison du grain demande qu'un tiers de son choix effectue le classement par grades du grain, auquel cas l'inspection est effectuée par ce tiers.</p>	Responsable de l'inspection
Grading on basis of sample	<p>(3) As part of the inspection under this section, all grading of grain shall be done on the basis of a sample taken by the operator in a manner authorized by the Commission.</p>	<p>(3) Dans le cadre de l'inspection effectuée aux termes du présent article, le classement par grades du grain est effectué à partir d'un échantillon prélevé par l'exploitant de la façon autorisée par la Commission.</p>	Classement à partir d'un échantillon
Access	<p>(4) If grain is to be graded by a third party, the operator shall provide the third party with access at all reasonable times to the operator's premises to permit the third party to observe the sampling of the grain and to grade the grain.</p>	<p>(4) Si le classement par grades du grain est effectué par un tiers, l'exploitant lui permet d'avoir accès en tout temps opportun à ses locaux pour qu'il observe l'échantillonnage et procède au classement.</p>	Accès
Disagreement — application to chief grain inspector for Canada	<p>(5) If there is any disagreement following an inspection under this section between the operator and the person who caused the grain to be delivered on the grain's grade or dockage, either may, in the prescribed manner and within the prescribed time, apply to the chief grain inspector for Canada for a determination of the grain's grade or dockage, and if the application is made, the operator shall forward the sample of grain taken for the purpose of the inspection, or a prescribed portion of it, to the chief grain inspector for Canada within the prescribed time.</p>	<p>(5) En cas de désaccord entre l'exploitant et la personne qui a fait procéder à la livraison du grain sur le grade du grain inspecté en application du présent article ou sur les impuretés qu'il contient, l'un ou l'autre peuvent, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, demander à l'inspecteur en chef qu'il en détermine le classement et les impuretés, auquel cas l'exploitant lui fait parvenir l'échantillon prélevé aux fins d'inspection ou la partie de l'échantillon prévue par règlement dans le délai réglementaire.</p>	Détermination par l'inspecteur en chef
Report	<p>(6) On receipt of the sample or portion, the chief grain inspector for Canada shall examine it and assign it a grade, determine the dockage and provide the person who caused the grain to be delivered and the operator with a report of his or her determination respecting the grain's grade and dockage.</p>	<p>(6) Sur réception de l'échantillon ou de la partie d'échantillon, l'inspecteur en chef l'examine, en détermine le classement et les impuretés et fournit à la personne qui a fait procéder à la livraison du grain et à l'exploitant un rapport de sa décision.</p>	Rapport
Application to entire delivery of grain	<p>(7) The determination of the chief grain inspector for Canada applies to the entire delivery of grain to which the sample relates.</p>	<p>(7) La détermination de l'inspecteur en chef s'applique à l'ensemble de la livraison de laquelle provient l'échantillon.</p>	Application
Delegation	<p>(8) The chief grain inspector for Canada may delegate all or part of the functions conferred on him or her under this section.</p>	<p>(8) L'inspecteur en chef peut déléguer tout ou partie des attributions qui lui sont conférées par le présent article.</p>	Délégation

Determination is final	(9) The determination of the chief grain inspector for Canada, or any person to whom the chief grain inspector has delegated all or part of his or her functions, is final and conclusive and not subject to appeal to or review by any court.	(9) La détermination faite par l'inspecteur en chef ou par toute personne à qui il a délégué tout ou partie de ses attributions en vertu du paragraphe (8) est définitive et n'est pas susceptible d'appel ou de révision.	Caractère final
Inspection — required by regulation or order	70.1 If required by regulation or by order of the Commission, every operator of a licensed terminal elevator shall weigh or inspect, or shall cause to be weighed or inspected or officially weighed or officially inspected, or any combination of those, grain received into the elevator, in the manner authorized by the Commission, as specified in the regulation or order.	70.1 Si les règlements ou les arrêtés de la Commission l'exigent, l'exploitant de l'installation terminale agréée procède à la pesée ou à l'inspection du grain reçu à l'installation, ou fait procéder à la pesée ou à l'inspection — officielles ou non — de celui-ci, et ce, de la façon autorisée par la Commission, selon ce qui est prévu par les règlements ou les arrêtés.	Inspection — exigée par règlement ou arrêté
Weighing and inspecting before discharge of grain	70.2 Unless exempted by regulation or by order of the Commission, every operator of a licensed terminal elevator shall cause all grain in the elevator other than grain that is destined for another licensed elevator to be officially weighed and officially inspected immediately before or during the discharge of the grain from the elevator.	70.2 À moins que les règlements ou les arrêtés de la Commission ne l'en dispensent, l'exploitant de l'installation terminale agréée fait procéder à la pesée et à l'inspection officielles du grain qui se trouve dans l'installation, sauf celui qui est destiné à une autre installation agréée, immédiatement avant ou lors de son déchargement de l'installation.	Marche à suivre avant le déchargement du grain
Elevator receipt	71. (1) On receipt of grain into a licensed terminal elevator, the operator of the elevator shall, <u>if the grain has been weighed under subsection 69.1(1), or inspected under subsection 70(1) or weighed or inspected — officially or otherwise — under section 70.1,</u> (a) <u>without delay</u> issue an elevator receipt for the grain and any screenings that he or she is required to report; and (b) on surrender of the bill of lading relating to the grain, together with evidence of the payment of the charges accrued on the grain prior to its receipt into the elevator, deliver the elevator receipt to or on the order of the holder of the bill of lading.	71. (1) Sur réception du grain dans son installation terminale agréée, l'exploitant <u>est tenu, si le grain a été pesé en application du paragraphe 69.1(1), inspecté en application du paragraphe 70(1) ou pesé ou inspecté — officiellement ou non — en application de l'article 70.1 :</u> a) <u>d'établir</u> immédiatement un récépissé pour le grain ainsi que pour les criblures dont il doit signaler la présence; b) sur remise du connaissance <u>et</u> de la preuve du paiement des droits dus à ce jour, <u>de délivrer</u> le récépissé au détenteur du connaissance ou à son ordre.	Récépissé
Receipt for grain containing excessive moisture or intermixed with other material	(2) <u>Despite</u> any provision of this Act relating to the delivery of grain of the same kind, grade and quantity as that referred to in an elevator receipt, <u>if</u> the operator of a licensed terminal elevator issues an elevator receipt for grain to which any grade would be assignable but for its excessive moisture or intermixture with another material removable by treatment, that operator, on the drying or treatment of the grain, as the case may be, shall recall the receipt, assign the	(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi relatives à la livraison de grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux mentionnés dans le récépissé, l'exploitant d'une installation terminale agréée qui établit un récépissé pour du grain qui ne peut faire l'objet d'un classement par grades en raison seulement de son humidité excessive, ou de la présence d'une matière extractible par traitement, se fait	Humidité excessive ou présence d'une matière extractible par traitement

grain a grade and issue a new elevator receipt for grain of that grade that is adjusted to the grain's dried quantity or quantity remaining after the treatment.

remettre ce récépissé et en établit un nouveau qui constate le grade et la quantité obtenus après séchage ou traitement, selon le cas.

Warning

(3) The elevator receipt issued for grain referred to in subsection (2) on the receipt of the grain into a licensed terminal elevator shall state that the receipt is subject to recall and adjustment.

5 (3) Le récépissé établi en application du paragraphe (2) au moment de la réception du grain dans l'installation terminale agréée stipule le fait qu'il est sujet à retrait et rectification.

Avertissement

Grain owned by licensee

(4) If the operator of a licensed terminal elevator becomes the owner of grain removed from screenings in that elevator, the operator may, with the Commission's permission, issue an elevator receipt in his or her own name for the grain.

10 (4) L'exploitant d'une installation terminale agréée qui acquiert la propriété de grain ayant été extrait, dans son installation, des criblures 10 peut, avec l'autorisation de la Commission, établir à son propre nom un récépissé pour ce 15 grain.

Grain appartenant au titulaire de licence

Specially binning grain restricted

72. The operator or manager of a licensed terminal elevator shall not, except as may be authorized by regulation, specially bin any grain.

72. L'exploitant ou le directeur d'une installation terminale agréée ne peut stocker du 15 grain en cellule sans autorisation réglementaire.

Interdiction de stockage en cellule

Priority of claims

73. Subject to subsection 77(3), the holder of an elevator receipt issued in respect of grain in a licensed terminal elevator is entitled, in priority to all other claims affecting the grain, to the grain referred to in the receipt or to grain in the elevator of the same kind, grade and quantity as 25 the grain referred to in the receipt.

73. Sous réserve du paragraphe 77(3), le détenteur d'un récépissé visant du grain stocké dans une installation terminale agréée a la priorité pour obtenir ce grain, ou du grain se 20 trouvant dans l'installation en même quantité et des mêmes type et grade que ceux mentionnés sur son récépissé.

Priorité

32. Subsection 74(1) of the Act is replaced by the following:

32. Le passage du paragraphe 74(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 25 par ce qui suit :

Discharge from elevator

74. (1) The operator of a licensed terminal elevator shall, subject to section 86, without 30 delay discharge into a conveyance referred to in paragraph (b), to the extent that the conveyance's capacity allows, the identical grain or grain of the same kind, grade and quantity, that any elevator receipt for grain issued by him 35 or her requires, if the holder of the receipt who may lawfully deliver grain referred to in the receipt to another elevator or to a consignee at a destination other than an elevator

74. (1) Sous réserve de l'article 86, l'ex- 30 ploitant d'une installation terminale agréée remplit sans délai le véhicule de transport visé à l'alinéa b) avec le grain mentionné sur le 30 récépissé ou du grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux qui y sont précisés, si le détenteur du récépissé peut légalement livrer ce grain à une autre installation ou à un consignataire, en un autre lieu 35 qu'une installation, et, à la fois :

Déchargement de l'installation

(a) requests that the grain be shipped; 40

(b) causes to be placed at the elevator to transport the grain a conveyance that is capable of receiving grain discharged from the elevator and to which the grain may lawfully be delivered; and 45

(c) surrenders the elevator receipt and pays the charges accrued under this Act in respect of the grain referred to in the receipt.

33. The portion of section 75 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

75. No operator or manager of a licensed terminal elevator shall, except with the Commission's written permission,

34. (1) The portion of subsection 76(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

76. (1) If any grain in a licensed terminal elevator is found to be infested or contaminated, or to have gone or to be likely to go out of 15 condition or otherwise to require treatment,

(2) Subsection 76(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

(3) If, under a direction given under subsection (1), grain referred to in an elevator receipt 20 indicating special binning issued by the operator of a licensed terminal elevator has been treated, shipped or otherwise disposed of, the costs incurred by the operator of the elevator in complying with the direction are recoverable 25 from the persons having an interest or right in the grain in proportion to their respective interests or rights.

(3) Subsection 76(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Nothing in this section shall be construed as relieving the operator of a licensed terminal elevator from the performance of any obligation imposed on him or her by or under this Act or any contract under which any grain comes into 35 or remains in the operator's possession.

35. (1) Subsection 77(1) of the Act is replaced by the following:

77. (1) The operator of a licensed terminal elevator may, with the Commission's written 40 permission on at least 30 days notice in writing, in a form and manner prescribed, to the last known holder of an elevator receipt issued by

33. Le passage de l'article 75 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

75. L'exploitant ou le directeur d'une installation terminale agréée ne peuvent, sans 5 autorisation écrite de la Commission :

34. (1) Le passage du paragraphe 76(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

76. (1) Lorsqu'il est constaté que du grain 10 stocké dans une installation terminale agréée est contaminé, avarié ou fort susceptible de le devenir, ou requiert un traitement pour toute autre raison :

(2) Le paragraphe 76(3) de la version 15 anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) If, under a direction given under subsection (1), grain referred to in an elevator receipt 20 indicating special binning issued by the operator of a licensed terminal elevator has been treated, shipped or otherwise disposed of, the costs incurred by the operator of the elevator in complying with the direction are recoverable 25 from the persons having an interest or right in the grain in proportion to their respective interests or rights.

(3) Le paragraphe 76(4) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

(4) Le présent article ne libère pas l'exploitant 30 d'une installation terminale agréée des obligations que lui imposent la présente loi ou tout contrat aux termes duquel le grain est entré ou resté en sa possession.

35. (1) Le paragraphe 77(1) de la même 35 loi est remplacé par ce qui suit :

77. (1) L'exploitant d'une installation terminale agréée qui détient une autorisation écrite de la Commission à cette fin et qui a donné, en la forme et selon les modalités réglementaires, un 40 avis écrit d'au moins trente jours au dernier

Limitation on receipt and discharge

Procedure if grain requires treatment or must be disposed of

2004, c. 25, s. 107(2)(E)

Costs of treatment, etc.

Operator not relieved of statutory or contractual obligation

Compulsory removal of grain

Restrictions concernant la réception et le déchargement

Marche à suivre — traitement ou disposition du grain avarié

2004, ch. 25, par. 107(2)(A)

Costs of treatment, etc.

Responsabilité légale ou contractuelle

Enlèvement obligatoire du grain

the operator, require the holder to take delivery from the elevator of the grain referred to in the receipt.

(2) Subsection 77(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) If the holder of an elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator fails to take delivery of the grain referred to in a notice given under subsection (1) within the period for taking delivery set out in it, whether 10 or not the notice has been brought to his or her attention, the operator of the elevator may, on any terms and conditions that may be specified in writing by the Commission, sell the identical grain or grain of the same kind, grade and 15 quantity.

(3) Subsection 77(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Each elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator shall 20 bear the warning set out in subsection 65(4).

36. Subsections 78(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Except as may be authorized by regula- 25 tion or by order of the Commission, no operator of a licensed process elevator shall receive into the elevator any grain, grain product or screenings unless it is weighed at the elevator immediately before or during receipt.

(3) When grain is lawfully offered at a 30 licensed process elevator for sale,

(a) if the producer, or the person delivering the grain on the producer's behalf, and the operator of the elevator agree on the grain's grade and dockage, the operator shall, at the 35 prescribed time and in the prescribed manner, issue a cash purchase ticket or grain receipt stating the grain's grade name, grade and dockage, and shall provide the producer with it without delay; or 40

(b) if the producer, or the person delivering the grain on the producer's behalf, and the operator of the elevator do not agree on the grain's grade or dockage, the operator shall

détenteur connu du récépissé délivré par lui peut obliger celui-ci à prendre livraison du grain visé par le récépissé.

(2) Le paragraphe 77(2) de la version 5 anglaise de la même loi est remplacé par ce 5 qui suit :

(2) If the holder of an elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator fails to take delivery of the grain referred to in a notice given under subsection (1) within the 10 period for taking delivery set out in it, whether or not the notice has been brought to his or her attention, the operator of the elevator may, on any terms and conditions that may be specified in writing by the Commission, sell the identical 15 grain or grain of the same kind, grade and quantity.

(3) Le paragraphe 77(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le récépissé délivré par l'exploitant 20 d'une installation terminale agréée doit contenir l'avertissement énoncé au paragraphe 65(4).

36. Les paragraphes 78(2) et (3) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sauf disposition contraire des règlements 25 ou des arrêtés de la Commission, il ne peut y recevoir du grain, des produits céréaliers ou des criblures sans que ceux-ci aient été pesés à l'installation immédiatement avant ou lors de leur réception. 30

(3) Lorsque le producteur ou la personne 35 livrant le grain en son nom offre légalement du grain pour vente à l'exploitant, celui-ci :

a) en cas d'accord entre lui et le producteur ou la personne livrant le grain en son nom sur 35 le grade du grain et les impuretés qu'il contient, établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un bon de paiement ou un accusé de réception faisant état du grade du grain, de son nom de grade et 40 des impuretés en question et le délivre sans délai au producteur;

b) dans le cas contraire :

(i) prélève un échantillon du grain selon 45 les modalités réglementaires,

Sale of grain

Sale of grain

Warning

Avertissement

1994, c. 45, s. 20

1994, ch. 45, art. 20

Mandatory weighing

Pesée obligatoire

Procedure on receipt of grain

Marche à suivre après réception du grain

(i) take a sample of the grain in the prescribed manner,
 (ii) deal with the sample in the prescribed manner,
 (iii) issue an interim grain receipt in the prescribed form, and
 (iv) on receipt of a report from the Commission in which a grade is assigned for the sample and the dockage is determined, issue, at the prescribed time and in the prescribed manner, a cash purchase ticket or grain receipt stating the grain's grade name, the grade assigned for the sample and the dockage so determined, and shall provide the producer with it without delay.

(ii) suit la procédure réglementaire fixée à l'égard de cet échantillon,
 (iii) délivre, en la forme réglementaire, un accusé de réception provisoire,
 (iv) établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, sur réception du rapport de la Commission précisant le grade attribué à l'échantillon et les impuretés qu'il contient, un bon de paiement ou un accusé de réception faisant état du grade du grain, de son nom de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 23; 1994, c. 45, s. 21

37. The heading before section 79 and sections 79 and 80 of the Act are repealed.

37. L'intertitre précédant l'article 79 et les articles 79 et 80 de la même loi sont abrogés.

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 23; 1994, ch. 45, art. 21

1994, c. 45, s. 22

38. Subsection 81(1) of the Act is replaced by the following:

38. Le paragraphe 81(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 45, art. 22

Procedure on receipt of grain

81. (1) When grain is lawfully offered to a licensed grain dealer for sale,
 (a) if the producer, or the person delivering the grain on the producer's behalf, and the grain dealer agree on the grain's grade and dockage, the grain dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a cash purchase ticket or grain receipt stating the grain's grade name, grade and dockage, and shall provide the producer with it without delay; or
 (b) if the producer, or the person delivering the grain on the producer's behalf, and the grain dealer do not agree on the grain's grade or dockage, the grain dealer shall
 (i) take a sample of the grain in the prescribed manner,
 (ii) deal with the sample in the prescribed manner,
 (iii) issue an interim grain receipt in the prescribed form, and

81. (1) Lorsque le producteur ou la personne livrant le grain en son nom offre légalement du grain pour vente à un négociant en grains titulaire d'une licence, celui-ci :
 a) en cas d'accord entre lui et le producteur ou la personne livrant le grain en son nom sur le grade du grain et les impuretés qu'il contient, établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un bon de paiement ou un accusé de réception faisant état du grade du grain, de son nom de grade et des impuretés en question et le délivre sans délai au producteur;
 b) dans le cas contraire :
 (i) prélève un échantillon du grain selon les modalités réglementaires,
 (ii) suit la procédure réglementaire fixée à l'égard de cet échantillon,
 (iii) délivre, en la forme réglementaire, un accusé de réception provisoire,
 (iv) établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, sur réception du rapport de la Commission précisant

Marche à suivre après réception du grain

(iv) on receipt of a report from the Commission in which a grade for the sample is assigned and the dockage is determined, issue, at the prescribed time and in the prescribed manner, a cash purchase ticket or grain receipt stating the grain's grade name, the grade assigned for the sample and the dockage so determined, and shall provide the producer with it without delay.

le grade attribué à l'échantillon et les impuretés qu'il contient, un bon de paiement ou un accusé de réception faisant état du grade du grain, de son nom de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 25(1); 1994, c. 45, s. 23.

39. Section 82.1 of the Act and the heading before it are repealed.

39. L'article 82.1 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par. 25(1); 1994, ch. 45, art. 23

1994, c. 45, s. 25

40. Section 84 of the Act is replaced by the following:

40. L'article 84 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 45, art. 25

Transport into Canada

84. (1) The Commission may

84. (1) La Commission peut :

Transport de l'étranger au Canada

(a) with the approval of the Governor in Council, make regulations respecting the transport of grain into Canada, other than by a public carrier, including prohibiting or imposing conditions on that transport; and

a) avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements concernant le transport du grain de l'étranger au Canada, autrement que par un transporteur public, notamment pour l'interdire ou l'assujettir à des conditions;

(b) make orders that contain any provision that may be contained in any regulation made under paragraph (a) but that are directed at a single person or body or apply for a period of time terminating not later than the end of the crop year in respect of which the orders are made.

b) prendre un arrêté au même effet que tout règlement pris en vertu de l'alinéa a), mais ne visant qu'une personne ou qu'un organisme en particulier ou ne s'appliquant pas au delà de la campagne agricole à l'égard de laquelle il a été pris.

Transport out of Canada

(2) Except with the Commission's written permission or in accordance with prescribed terms and conditions, no person, other than a public carrier, shall transport or cause to be transported any grain out of Canada.

(2) Sauf autorisation écrite de la Commission ou en conformité avec les modalités réglementaires, seuls les transporteurs publics peuvent transporter ou faire transporter du grain du Canada à l'étranger.

Transport du Canada à l'étranger

41. Subsection 85(3) of the Act is replaced by the following:

41. Le paragraphe 85(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inspection of conveyances

(3) An inspector may, at any reasonable time, inspect any conveyance that is at any elevator to receive grain.

(3) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, inspecter tout véhicule de transport qui se trouve à une installation pour recevoir du grain.

Inspection des véhicules de transport

42. Section 86 of the Act is replaced by the following:

42. L'article 86 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Discharge of grain into unfit conveyance prohibited

86. No person shall discharge or permit the discharge of any grain from an elevator into a conveyance, if the person has reason to believe

86. Il est interdit à quiconque de décharger ou de laisser décharger du grain provenant d'une installation dans un véhicule de transport

Interdiction de décharger du grain dans un véhicule défectueux

that the conveyance is unfit to receive grain because it fails to meet the prescribed conditions.

1998, c. 22,
par. 25(h)(F)

43. Subsection 87(1) of the Act is replaced by the following:

Application for
railway cars

87. (1) One or more producers of grain, but not more than the number designated by order of the Commission, may apply in writing to the Commission, in the prescribed form, for a railway car to receive and carry grain to a terminal elevator, process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator, if they have grain in sufficient quantity to fill a railway car and it may be lawfully delivered to a railway company for carriage to those elevators or other consignee.

1998, c. 22, s. 17

44. The portion of subsection 88(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

(a) any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a grain dealer in which he or she believes on reasonable grounds there is any grain, grain product or screenings or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer;

(a.1) any elevator that he or she believes on reasonable grounds is being operated, or any premises in which he or she believes on reasonable grounds a person is carrying on business as a grain dealer, without the licence that is required under this Act; or

45. Subsection 89(2) of the Act is repealed.

s'il a des raisons de croire qu'il n'est pas en état de recevoir du grain parce qu'il ne satisfait pas aux conditions prévues par règlement.

43. Le paragraphe 87(1) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 22,
al. 25(h)(F)

87. (1) Les producteurs qui ont une quantité suffisante de grain pour remplir un wagon et qui peuvent légalement le livrer à une compagnie de chemin de fer pour transport à une installation terminale ou de transformation, ou à un consignataire en un lieu autre qu'une installation, peuvent, pourvu que leur nombre ne dépasse pas celui que fixe par arrêté la Commission, demander par écrit à celle-ci, en la forme réglementaire, un wagon à cette fin. 15

Demande de
wagons

44. Le passage du paragraphe 88(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 22,
art. 17

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, soit 20 pénétrer dans toute installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'installation ou d'un négociant en grains s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des grains, des produits céréaliers ou 25 des criblures, ou encore des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce, soit pénétrer dans toute installation s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle est exploitée sans la 30 licence exigée par la présente loi, ou dans tout local où il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne exerce la profession de négociant en grains sans la licence exigée par la 35 présente loi, soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

Perquisition

45. Le paragraphe 89(2) de la même loi est abrogé.

1988, c. 65, s. 127; 1994, c. 45, s. 29

46. Section 90 of the Act is replaced by the following:

46. L'article 90 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1988, ch. 65, art. 127; 1994, ch. 45, art. 29

Seizure and report

90. (1) An inspector may seize any documents or records that he or she believes, on reasonable grounds, contain or are evidence that an offence under this Act was committed — and, in any event, shall without delay report to the Commission the facts ascertained by him or her — if he or she believes on reasonable grounds that

90. (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent la perpétration d'une infraction à la présente loi et, en tout état de cause, doit sans délai faire rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :

Saisie et rapport

- (a) any offence under this Act was committed;
- (b) any grain, grain product or screenings in an elevator is infested or contaminated;
- (c) any equipment in an elevator is in such condition that grain, grain products or screenings cannot safely or accurately be weighed or handled in the elevator;
- (d) an elevator is in such condition as to cause danger to persons or loss or deterioration of grain, grain products or screenings stored in it; or
- (e) grain, grain products or screenings are not being accurately weighed at an elevator.

- a) qu'une infraction à la présente loi a été commise;
- b) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures se trouvant dans une installation sont infestés ou contaminés;
- c) que l'équipement de l'installation est dans un tel état que le grain, les produits céréaliers ou les criblures ne peuvent être pesés avec précision ou manipulés sans risque;
- d) que, vu son état, l'installation est dangereuse pour les personnes ou peut entraîner la perte ou la détérioration des grains, produits céréaliers ou criblures qui y sont stockés;
- e) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures ne sont pas pesés avec précision dans l'installation.

Detention

(2) The documents or records seized may not be detained after the expiry of 180 days from the seizure unless before that time proceedings for an offence under this Act, in respect of which the documents or records contain or are evidence, have been instituted, in which event the documents or records may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Le délai maximal de rétention des registres ou autres documents est de cent quatre-vingts jours après la saisie, à moins que pendant cette période des poursuites aient été intentées pour une infraction au titre de la présente loi dont ces documents font preuve, auquel cas il peut être prolongé jusqu'à l'aboutissement des poursuites.

Rétention

47. Paragraph 91(1)(c) of the Act is repealed.

47. L'alinéa 91(1)c) de la même loi est abrogé.

48. Subsection 95(1) of the Act is replaced by the following:

48. Le paragraphe 95(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Revocation of licence

95. (1) The Commission may, by order, revoke a licence to operate an elevator to which an order or a finding of guilt relates or a licence to carry on business as a grain dealer, as the case may be, if

95. (1) La Commission peut, par arrêté, révoquer la licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, selon le cas, dans les cas suivants :

Révocation des licences

(a) the licensee has failed or refused to comply with an order made under subsection 93(1), in relation to the operation of the elevator, or any order made under paragraph 94(3)(b);

(b) the licensee, or the manager, of a licensed elevator is found guilty of an offence under this Act; or

(c) the licensee has failed to comply with any condition of the licence.

49. Paragraph 97(c) of the Act is repealed.

50. Section 106 of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) knowingly make any false or misleading statements, either orally or in writing to the Commission, an inspector or any other person carrying out his or her functions under this Act, or in any report or other document required under this Act.

51. Section 107 of the Act is replaced by the following:

106.1 No person shall knowingly make a false statement in a declaration required under regulations made under paragraph 116(1)(p.1).

107. Every person who contravenes any provision of this Act or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and

- (a) if the person is an individual, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$200,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both; or

a) le titulaire de la licence a omis ou refusé de se conformer à un arrêté, relatif à l’exploitation de l’installation, pris en vertu du paragraphe 93(1) ou de l’alinéa 94(3)b);

b) le titulaire de la licence ou le directeur de l’installation agréée est déclaré coupable d’une infraction à la présente loi;

c) le titulaire de la licence a omis de se conformer à une condition de celle-ci.

49. L’alinéa 97c) de la même loi est abrogé.

50. L’article 106 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à la Commission, à l’inspecteur ou à toute autre personne agissant dans l’exercice des attributions que lui confère la présente loi, ou dans tout rapport ou autre document exigé par la présente loi.

51. L’article 107 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

106.1 Il est interdit de faire sciemment un faux énoncé dans une déclaration exigée par règlement pris en vertu de l’alinéa 116(1)p.1).

107. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements ou des arrêtés de la Commission ne portant pas paiement d’argent ou répartition de perte commet une infraction et :

- a) s’agissant d’une personne physique, en-cour, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal d’un an, ou l’une de ces peines,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de 200 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l’une de ces peines;

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 27; 1988, c. 65, s. 131

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 27; 1988, ch. 65, art. 131

False statement

Faux énoncé

Offence and punishment

Infractions et peines

- (b) if the person is a corporation, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine of not more than \$250,000, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000.

- b) s'agissant d'une personne morale, en court, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de 250 000 \$,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$.

52. Subsection 108(2) of the Act, as enacted by section 23 of *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act*, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1998, is replaced by the following:

52. Le paragraphe 108(2) de la même loi, édicté par l'article 23 de la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme*, chapitre 22 des Lois du Canada (1998), est remplacé par ce qui suit :

Offence or violation by employee, agent or mandatary

(2) Any employee or agent or mandatary of a licensed grain dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the licensed grain dealer is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

(2) L'employé ou le mandataire d'un négociant en grains titulaire d'une licence qui agit en vue de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par le négociant en grains est considéré comme coauteur de l'infraction ou de la violation.

Infraction ou violation d'un employé ou d'un mandataire

53. The Act is amended by adding the following after section 109:

53. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 109, de ce qui suit :

Orders of the court

109.1 When an offender has been found guilty of an offence under this Act, in addition to any other punishment that may be imposed under this Act, the court may, having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

109.1 En cas de déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi, le tribunal peut, en sus de toute peine prévue par celle-ci et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, rendre une ordonnance imposant au contrevenant tout ou partie des obligations suivantes :

Ordonnance du tribunal

- (a) prohibiting the offender from doing any act or engaging in any activity that may result in the continuation or repetition of the offence;
- (b) directing the offender to comply with any other conditions that the court considers appropriate.

- a) s'abstenir de tout acte ou de toute activité risquant d'entraîner la continuation de l'infraction ou la récidive;
- b) se conformer aux autres conditions qu'il estime justifiées.

54. Subsection 110(1) of the Act is replaced by the following:

54. Le paragraphe 110(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Time for commencing proceedings

110. (1) Any proceedings by way of summary conviction for an offence under this Act may be instituted at any time within three years after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

110. (1) Les poursuites, par procédure sommaire, pour une infraction à la présente loi se prescrivent par trois ans à compter de sa perpétration.

Prescription

55. Subsection 111(2) of the Act is repealed.

55. Le paragraphe 111(2) de la même loi est abrogé.

1998, c. 22,
par. 25(s)(F)

56. Sections 113 and 114 of the Act are repealed.

56. Les articles 113 et 114 de la même loi sont abrogés.

1998, ch. 22,
al. 25s)(F)

R.S., c. 37
(4th Supp.),
s. 28(E)

57. Paragraph 115(d) of the Act is replaced by the following:

57. L'alinéa 115d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37
(4^e suppl.),
art. 28(A)

(d) direct that any grade established under this Act be assigned only to grain being officially inspected on discharge from a terminal elevator;

d) ordonner que l'attribution d'un grade à du grain au titre de la présente loi soit subordonnée à son inspection officielle lors de son déchargement d'une installation terminale;

58. (1) Paragraphs 116(1)(h) and (i) of the Act are replaced by the following:

58. (1) Les alinéas 116(1)h) et i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(h) respecting the receipt, inspection, handling and storage at elevators of imported grain and prescribing the period during which imported grain may remain in storage at any elevator;

h) régir la réception, l'inspection, la manutention et le stockage, dans les installations, de grain importé et en fixer la durée maximale de stockage dans une installation;

(i) respecting the procedure to be followed on appeals as to grades of grain;

i) régir la procédure à suivre pour les appels interjetés relativement aux grades de grain;

1994, c. 45,
s. 33(4); 2001,
c. 4, s. 89(E)

(2) Paragraphs 116(1)(k) and (k.1) of the Act are repealed.

(2) Les alinéas 116(1)k) et k.1) de la même loi sont abrogés.

1994, ch. 45,
par. 33(4); 2001,
ch. 4, art. 89(A)

(3) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (o):

(3) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa o), de ce qui suit :

(o.1) prescribing, for the purposes of this Act, the circumstances in which a document in electronic form is deemed to be issued, delivered or transferred to a person, or endorsed, surrendered, tendered or recalled by a person;

o.1) prévoir, pour l'application de la présente loi, les circonstances dans lesquelles un document sur support électronique est réputé avoir été établi, délivré ou transféré à une personne, ou avoir été endossé, remis, présenté ou retiré par elle;

(4) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (p):

(4) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa p), de ce qui suit :

(p.1) respecting the making of declarations by licensees or by persons who sell or deliver grain to a licensee;

p.1) régir les déclarations que sont tenus de faire les titulaires de licences ou les personnes qui leur vendent ou livrent du grain;

(5) Paragraph 116(1)(r) of the French version of the Act is replaced by the following:

(5) L'alinéa 116(1)r) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

r) fixer le montant ou le mode de détermination des droits exigibles pour les services fournis par la Commission ou en son nom et de ceux à payer pour les licences qu'elle délivre, ainsi que les modalités de temps et autres modalités de paiement de ces droits;

r) fixer le montant ou le mode de détermination des droits exigibles pour les services fournis par la Commission ou en son nom et de ceux à payer pour les licences qu'elle délivre, ainsi que les modalités de temps et autres modalités de paiement de ces droits;

(6) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (r):

(r.1) defining “adulterated” for the purposes of the definition “contaminated” in section 2;

1994, c. 45, s. 33(6)

(7) Subsection 116(2) of the Act is repealed.

59. The Act is amended by adding the following after section 116:

Forms and systems other than prescribed

116.1 The Commission may, in writing, permit a licensee to use any form or any system of keeping or issuing cash purchase tickets, elevator receipts or any other documents designated by the Commission in addition to or in place of a prescribed form or system.

60. (1) Paragraph 118(a) of the Act is replaced by the following:

(a) subject to any order made by the Governor in Council under section 115, governing the allocation of available railway cars to terminal elevators and among shipping points on any line of railway;

(2) Section 118 of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) requiring an operator of a licensed terminal elevator to weigh or inspect grain received into the elevator, or cause that grain to be weighed or inspected or officially weighed or officially inspected, or any combination of those, and specifying the manner of weighing or inspecting;

(3) Paragraph 118(f) of the Act is replaced by the following:

(f) providing for the equitable apportionment among shippers of the use of elevator storage space in licensed terminal elevators;

2005, c. 24, s. 2.1

61. Section 120.1 of the Act and the heading before it are repealed.

(6) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa r), de ce qui suit :

r.1) définir le terme « falsifiés » pour l’application de la définition de « contaminé » à l’article 2;

5

(7) Le paragraphe 116(2) de la même loi est abrogé.

1994, ch. 45, par. 33(6)

59. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 116, de ce qui suit :

10

Autres formules et systèmes

116.1 La Commission peut, par écrit, autoriser tout titulaire de licence à utiliser, pour la conservation ou la délivrance de bons de paiement, de récépissés ou de tout autre document qu’elle précise, des formules ou systèmes en remplacement ou en plus de ceux prévus par règlement.

60. (1) L’alinéa 118a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) régir, sous réserve des décrets pris par le 20 gouverneur en conseil en vertu de l’article 115, l’affectation des wagons disponibles aux installations terminales et aux points d’expédition d’une ligne de chemin de fer;

(2) L’article 118 de la même loi est modifié 25 par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

b.1) obliger l’exploitant d’une installation terminale agréée à procéder à la pesée ou à l’inspection du grain reçu à l’installation, ou à faire procéder à la pesée ou à l’inspection — officielles ou non — de celui-ci, et prévoir la façon de procéder;

(3) L’alinéa 118f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35

f) pourvoir à la répartition équitable, entre les expéditeurs, de l’espace de stockage dans les installations terminales agréées;

61. L’article 120.1 de la même loi et l’intertitre le précédant sont abrogés.

40

2005, ch. 24, art. 21

62. The French version of the Act is amended by replacing “appellation” and “appellations” with “nom” and “noms” respectively, with any grammatical changes that the circumstances require, in the following provisions:

- (a) subsection 16(1);
- (b) section 19;
- (c) paragraph 24(2)(b);
- (d) subparagraph 61(b)(iv);
- (e) subsection 81(3);
- (f) paragraph 83(2)(a);
- (g) subsection 102(1); and
- (h) paragraphs 105(a) and (b).

63. The French version of the Act is amended by replacing “ordonnance” and “ordonnances” with “arrêté” and “arrêtés” respectively, with any grammatical changes that the circumstances require, in the following provisions:

- (a) subsection 14(3);
- (b) section 58;
- (c) subsection 78(1);
- (d) section 93 and the heading before it; and
- (e) the heading before section 100.

62. Dans les passages ci-après de la version française de la même loi, « appellation » et « appellations » sont respectivement remplacés par « nom » et « noms », avec les adaptations grammaticales nécessaires :

- a) le paragraphe 16(1);
- b) l'article 19;
- c) l'alinéa 24(2)b);
- d) le sous-alinéa 61b)(iv);
- e) le paragraphe 81(3);
- f) l'alinéa 83(2)a);
- g) le paragraphe 102(1);
- h) les alinéas 105a) et b).

63. Dans les passages ci-après de la version française de la même loi, « ordonnance » et « ordonnances » sont respectivement remplacés par « arrêté » et « arrêtés », avec les adaptations grammaticales nécessaires :

- a) le paragraphe 14(3);
- b) l'article 58;
- c) le paragraphe 78(1);
- d) l'article 93 et l'intertitre le précédant;
- e) l'intertitre précédant l'article 100.

1998, c. 22

AN ACT TO AMEND THE CANADA GRAIN ACT AND THE AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT AND TO REPEAL THE GRAIN FUTURES ACT

64. (1) Subsection 1(1) of *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act*, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1998, is repealed.

1998, ch. 22

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES GRAINS DU CANADA ET LA LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE ET ABROGEANT LA LOI SUR LES MARCHÉS DE GRAIN À TERME

64. (1) Le paragraphe 1(1) de la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme*, chapitre 22 des Lois du Canada (1998), est abrogé.

(2) Subsection 1(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“penalty”
«sanction»

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“violation”
«violation»

“violation” means any contravention of this Act or the regulations or any order that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*;

65. Sections 2 to 5 of the Act are replaced by the following:

1994, c. 45, s. 10

5. Subsection 46(3) of the Act is replaced by the following:

Refusal of licence re convictions

(3) The Commission may refuse to issue a licence to any applicant who has, within the 12 months immediately before the application for the licence, been convicted of an offence under this Act or has been found to have committed a violation if the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

66. Subsections 6(1) and (2) of the Act are repealed.

67. Section 7 of the Act is repealed.

68. Sections 9 and 10 of the Act are repealed.

69. Sections 15 and 16 of the Act are repealed.

70. Section 19 of the Act is replaced by the following:

1994, c. 45, s. 30

19. Subsection 93(1) of the Act is replaced by the following:

Restriction of operations and suspension of licence

93. (1) If, on receiving the report of an inspector under section 90 or on making an investigation under section 91, the Commission believes on reasonable grounds that an offence under this Act or a violation has been committed by a licensee of an elevator or by a licensed grain dealer or that a condition referred

(2) Le paragraphe 1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

5

«sanction» Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

«sanction»
“penalty”

«violation» Contravention à la présente loi ou à ses règlements ou à un arrêté punissable sous le régime de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

«violation»
“violation”

65. Les articles 2 à 5 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

5. Le paragraphe 46(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 45, art. 10

(3) Elle peut enfin refuser de délivrer une licence à toute personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou responsable d'une violation dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

Refus de délivrance — déclarations de responsabilité et de culpabilité

66. Les paragraphes 6(1) et (2) de la même loi sont abrogés.

67. L'article 7 de la même loi est abrogé.

68. Les articles 9 et 10 de la même loi sont abrogés.

69. Les articles 15 et 16 de la même loi sont abrogés.

70. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

19. Le paragraphe 93(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

35

1994, ch. 45, art. 30

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par le titulaire d'une licence soit d'exploitation d'une installation, soit de négociant en grains, ou à l'existence de toute situation décrite à l'un des alinéas 90(1)b) à e), la Commission peut, par

Restriction de l'exploitation et suspension de licence

to in paragraph 90(1)(b), (c), (d) or (e) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,

(a) require a weigh-over of any grain, grain products or screenings in the elevator by the licensee or a person authorized for the purpose by the Commission and, for that purpose, prohibit, for any period not exceeding 30 days as is specified in the order, the receipt into or removal from the premises of the elevator, or both, of any grain, grain products or screenings;

(b) in the case of a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c) or (d),

(i) require that the condition be remedied in the manner and within the time that is specified in the order,

(ii) require that the grain, grain products and screenings in the elevator that are specified in the order be stored or disposed of in any manner that the Commission considers equitable, and

(iii) prohibit, for any period not exceeding 30 days that is specified in the order, any particular use of the elevator or its equipment; and

(c) whether or not the Commission exercises any of the powers conferred by paragraphs (a) and (b), in its discretion, suspend the licence to operate the elevator or the licence to carry on business as a grain dealer for any period not exceeding 30 days that is specified in the order.

71. Subsections 24(2) and (3) of the Act are repealed.

**THE FEDERAL LAW—CIVIL LAW
HARMONIZATION ACT, NO. 2**

72. Subsection 207(5) of the *Federal Law—Civil Law Harmonization Act, No. 2* is repealed.

TRANSITIONAL PROVISIONS

73. As of the day on which subsection 1(1) comes into force, any reference to a transfer elevator is to be read as a reference to a

arrêté, sur réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90 ou au cours d'une enquête effectuée au titre de l'article 91 :

a) exiger que le titulaire de licence ou toute autre personne habilitée par elle à cet effet effectue une pesée de contrôle des grains, produits céréaliers ou criblures qui se trouvent dans l'installation et interdire, à cette fin, pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté, toute entrée et sortie de telles marchandises;

b) dans le cas de toute situation décrite à l'un des alinéas 90(1)b) à d) :

(i) exiger qu'il soit remédié à la situation selon les modalités qu'elle ordonne,

(ii) exiger que les grains, produits céréaliers ou criblures se trouvant dans l'installation et mentionnés dans l'arrêté soient stockés, ou qu'il en soit disposé, de la manière qu'elle juge équitable,

(iii) interdire, pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté, tout usage particulier de l'installation ou de son équipement;

c) suspendre, à son appréciation, qu'elle exerce ou non les pouvoirs que lui confèrent les alinéas a) et b), la licence en cause pour une période maximale de trente jours fixée par l'arrêté.

71. Les paragraphes 24(2) et (3) de la même loi sont abrogés.

**LOI D'HARMONISATION N° 2 DU DROIT
FÉDÉRAL AVEC LE DROIT CIVIL**

72. Le paragraphe 207(5) de la *Loi d'harmonisation n° 2 du droit fédéral avec le droit civil* est abrogé.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

73. À compter de la date d'entrée en vigueur du paragraphe 1(1), la mention d'une installation de transbordement et celle d'un silo de transbordement valent respecti-

2004, c. 25

2004, ch. 25

Transfer
elevators

Installation ou
silo de
transbordement

terminal elevator in any order, licence, elevator receipt or other document made or issued under the *Canada Grain Act*.

vement mention d'une installation terminale et d'un silo terminal dans les licences, arrêtés, récépissés et autres documents délivrés, pris ou établis, selon le cas, en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*.

5

Appellation de grade

74. As of the day on which subsection 1(2) comes into force, any reference to an *appellation de grade* is to be read as a reference to a *nom de grade* in any order, licence, elevator receipt or other document made or issued under the *Canada Grain Act*.

74. À compter de la date d'entrée en vigueur du paragraphe 1(2), la mention d'une appellation de grade vaut mention d'un nom de grade dans les licences, arrêtés, récépissés et autres documents délivrés, pris ou établis, selon le cas, en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*.

Appellation de grade

Ordonnance

75. As of the day on which section 63 comes into force, any reference to an *ordonnance* of the Canadian Grain Commission is to be read as a reference to an *arrêté* of that Commission in any order, licence, elevator receipt or other document made or issued under the *Canada Grain Act*.

75. À compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 63, la mention d'une ordonnance de la Commission canadienne des grains vaut mention d'un arrêté de celle-ci dans les licences, arrêtés, récépissés et autres documents délivrés, pris ou établis, selon le cas, en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*.

Ordonnance de la Commission canadienne des grains

Appeals

76. Despite sections 14 to 16, sections 39 to 41 of the *Canada Grain Act*, as they read immediately before the day on which section 15 comes into force, continue to apply in relation to official inspections made under the *Canada Grain Act* before that day; and the mandate of the members of the grain appeal tribunals is extended for that purpose and the members continue to receive the allowance and expenses to which they are entitled.

76. Malgré les articles 14 à 16, les articles 39 à 41 de la *Loi sur les grains du Canada*, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 15, continuent de s'appliquer aux inspections officielles effectuées sous le régime de cette loi avant cette date; les membres des tribunaux d'appel sont reconduits dans leur mandat à ces fins et continuent de toucher le traitement et les indemnités auxquels ils ont droit.

Appels

Security

77. A security given before the day on which section 19 comes into force may be retained on and after that day and used for any purpose for which it was given.

77. La garantie donnée avant la date d'entrée en vigueur de l'article 19 peut être retenue à cette date et par la suite et utilisée aux fins pour lesquelles elle a été donnée.

Garantie

Documents and records

78. (1) Subsection 90(2) of the *Canada Grain Act*, as enacted by section 46, does not apply to documents or records seized before the day on which it comes into force.

78. (1) Le paragraphe 90(2) de la *Loi sur les grains du Canada*, édicté par l'article 46, ne s'applique pas aux registres et documents saisis avant la date de son entrée en vigueur.

Registres et documents

Documents and records

(2) Subsection 90(2) of the *Canada Grain Act*, as enacted by subsection 80(2), does not apply to documents or records seized before the day on which it comes into force.

(2) Le paragraphe 90(2) de la *Loi sur les grains du Canada*, édicté par le paragraphe 80(2), ne s'applique pas aux registres et documents saisis avant la date de son entrée en vigueur.

Registres et documents

Time for commencing proceedings

79. Subsection 110(1) of the *Canada Grain Act*, as that subsection read before the day on which section 54 comes into force, continues

79. Le paragraphe 110(1) de la *Loi sur les grains du Canada*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 54,

Prescription

to apply in respect of acts or omissions that occurred before the coming into force of that section.

continue de s'appliquer aux actes ou omissions survenus avant l'entrée en vigueur de cet article.

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

1998, c. 22

80. (1) In this section, "other Act" means *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1998.*

80. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme, chapitre 22 des Lois du Canada (1998).*

1998, ch. 22

(2) On the first day on which both section 18 of the other Act and section 46 of this Act are in force, section 90 of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(2) Dès le premier jour où l'article 18 de l'autre loi et l'article 46 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'article 90 de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Seizure and report

90. (1) An inspector may seize any documents or records that he or she believes, on reasonable grounds, contain or are evidence that an offence under this Act or any violation was committed and, in any event, shall without delay report to the Commission the facts ascertained by him or her, if he or she believes on reasonable grounds that

90. (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation; il fait sans délai rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :

(a) any offence under this Act or any violation was committed;

a) qu'une infraction à la présente loi ou une violation a été commise;

(b) any grain, grain product or screenings in an elevator is infested or contaminated;

b) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures se trouvant dans une installation sont infestés ou contaminés;

(c) any equipment in an elevator is in such condition that grain, grain products or screenings cannot safely or accurately be weighed or handled in the elevator;

c) que l'équipement de l'installation est dans un tel état que le grain, les produits céréaliers ou les criblures ne peuvent être pesés avec précision ou manipulés sans risque;

(d) an elevator is in such condition as to cause danger to persons or loss or deterioration of grain, grain products or screenings stored in it; or

d) que, vu son état, l'installation est dangereuse pour les personnes ou peut entraîner la perte ou la détérioration des grains, produits céréaliers ou criblures qui y sont stockés;

(e) grain, grain products or screenings are not being accurately weighed at an elevator.

e) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures ne sont pas pesés avec précision dans l'installation.

Detention

(2) The documents or records seized may not be detained after the expiry of 180 days from the seizure unless before that time proceedings for an offence under this Act or a violation, in respect of which the documents or records contain or are evidence, have been instituted, in

(2) Le délai maximal de rétention des registres ou autres documents est de cent quatre-vingts jours après la saisie, à moins que pendant cette période des poursuites aient été intentées pour une infraction au titre de la présente loi ou

Rétention

which event the documents or records may be detained until the proceedings are finally concluded.

(3) On the first day on which both section 21 of the other Act and section 48 of this Act are in force, subsection 95(1) of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

95. (1) The Commission may, by order, revoke a licence to operate an elevator to which an order or a finding of guilt relates or a licence to carry on business as a grain dealer, as the case may be, if

(a) the licensee has failed or refused to comply with an order made under subsection 93(1), in relation to the operation of the elevator, or any order made under paragraph 94(3)(b);

(b) the licensee, or the manager, of a licensed elevator is found guilty of an offence under this Act or has committed a violation; or

(c) the licensee has failed to comply with any condition of the licence.

(4) On the first day on which both section 23 of the other Act and section 51 of this Act are in force, section 107 of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

107. Every person who contravenes any provision of this Act or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and

(a) if the person is an individual, is liable

(i) on summary conviction, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both, or

(ii) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$200,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both; or

(b) if the person is a corporation, is liable

une violation dont ces documents font preuve, auquel cas il peut être prolongé jusqu'à l'aboutissement des poursuites.

(3) Dès le premier jour où l'article 21 de l'autre loi et l'article 48 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le paragraphe 95(1) de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

95. (1) La Commission peut, par arrêté, révoquer la licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, selon le cas, dans les cas suivants :

a) le titulaire de la licence a omis ou refusé de se conformer à un arrêté, relatif à l'exploitation de l'installation, pris en vertu du paragraphe 93(1) ou de l'alinéa 94(3)b);

b) le titulaire de la licence ou le directeur de l'installation agréée est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou responsable d'une violation;

c) le titulaire de la licence a omis de se conformer à une condition de celle-ci.

(4) Dès le premier jour où l'article 23 de l'autre loi et l'article 51 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'article 107 de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

107. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements ou des arrêtés de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et :

a) s'agissant d'une personne physique, encourt, sur déclaration de culpabilité :

(i) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines,

(ii) par mise en accusation, une amende maximale de 200 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines;

b) s'agissant d'une personne morale, encourt, sur déclaration de culpabilité :

Revocation of licence

Révocation des licences

Offence and punishment

Infractions et peines

- (i) on summary conviction, to a fine of not more than \$250,000, or
- (ii) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000.

- (i) par procédure sommaire, une amende maximale de 250 000 \$,
- (ii) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council **81. The provisions of this Act, except sections 52 and 64 to 80, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

5 **81. Les dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 52 et 64 à 80, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.** 5 Décret

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Canada Grain Act**Loi sur les grains du Canada**Clause 1: (1) Existing text of the definitions:*

“export standard sample” means, in respect of a grade of grain, a sample of grain of that grade designated by the Commission pursuant to paragraph 26(b);

“foreign grain” means any grain grown outside Canada and includes screenings from such a grain and every grain product manufactured or processed from such a grain;

“overage” means the amount by which the aggregate of the quantity of grain of any grade discharged from an elevator in a period between two consecutive weigh-overs of grain of that grade in the elevator and the quantity of grain of that grade in storage in the elevator at the end of that period exceeds the aggregate of the quantity of grain of that grade in storage in the elevator at the beginning of that period and the quantity of grain of that grade received into the elevator during that period;

“primary standard sample” means, in respect of a grade of grain, a sample of grain of that grade designated by the Commission pursuant to paragraph 26(a);

“shortage” means the amount by which the aggregate of the quantity of grain of any grade discharged from an elevator in a period between two consecutive weigh-overs of grain of that grade in the elevator and the quantity of grain of that grade in storage in the elevator at the end of that period is less than the aggregate of the quantity of grain of that grade in storage in the elevator at the beginning of that period and the quantity of grain of that grade received into the elevator during that period;

“transfer elevator” means

(a) an elevator in the Western Division or the Eastern Division the principal use of which is the transfer of grain that has been officially inspected and officially weighed at another elevator, and

(b) an elevator in the Eastern Division the principal uses of which are the transfer of grain that has been officially inspected and officially weighed at another elevator and the receiving, cleaning and storing of eastern grain or foreign grain;

(2) Existing text of the definition:

“grade name” means the name, or name and number, assigned to any grade of grain established by or under this Act and includes any abbreviation prescribed for that grade name;

(3) Existing text of the definitions:

“contaminated” means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals or is adulterated within the meaning of the regulations made pursuant to paragraph 30(1)(a) of the *Food and Drugs Act*;

“official sample” means a sample taken from a parcel of grain by a person authorized by the Commission to take the sample or by any sampling device authorized by the Commission;

“terminal elevator” means an elevator the principal uses of which are the receiving of grain on or after the official inspection and official weighing of the grain and the cleaning, storing and treating of the grain before it is moved forward;

(4) Existing text of the definitions:

“order” includes any directive to the trade issued by the Commission;

Article 1: (1) Texte des définitions :

« déficit » Différence négative entre, d'une part, la somme des deux quantités suivantes : le grain d'un grade donné déchargé d'une installation pendant la période comprise entre deux pesées de contrôle consécutives du grain de ce grade et le grain de ce grade stocké dans l'installation à la fin de cette période, et, d'autre part, la somme des quantités de grain de ce grade stocké dans l'installation au début de la même période et de grain de ce grade reçu par l'installation au cours de cette période.

« échantillon-type d'exportation » Échantillon de grain désigné pour un grade donné par la Commission conformément à l'alinéa 26b).

« échantillon-type normal » Échantillon de grain désigné pour un grade donné par la Commission conformément à l'alinéa 26a).

« excédent » Différence positive entre, d'une part, la somme des deux quantités suivantes : le grain d'un grade donné déchargé d'une installation pendant la période comprise entre deux pesées de contrôle consécutives du grain de ce grade et le grain de ce grade stocké dans l'installation à la fin de cette période, et, d'autre part, la somme des quantités de grain de ce grade stocké dans l'installation au début de la même période et de grain de ce grade reçu par l'installation au cours de cette période.

« grain étranger » Les grains cultivés à l'étranger, y compris les criblures de ces grains et tout produit qu'ils ont servi à préparer.

« installation de transbordement » ou « silo de transbordement »

a) Silo des régions de l'Est ou de l'Ouest servant principalement au transbordement du grain officiellement inspecté et pesé dans un autre silo;

b) silo de la région de l'Est en outre destiné à recevoir, nettoyer et stocker du grain provenant de l'Est ou de l'étranger.

(2) Texte de la définition :

« appellation de grade » Nom ou nom et numéro, attribués à un grade de grain établi sous le régime de la présente loi, y compris toute abréviation réglementaire correspondante.

(3) Texte des définitions :

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine et animale ou qui sont falsifiés au sens des règlements pris en vertu de l'alinéa 30(1)a) de la *Loi sur les aliments et drogues*.

« échantillon officiel » Échantillon prélevé dans un lot de grain par une personne habilitée à cet effet par la Commission ou au moyen d'un appareil approuvé par celle-ci à cette fin.

« installation terminale » ou « silo terminal » Silo destiné principalement à recevoir du grain, au moment de son inspection et de sa pesée officielles ou par la suite, et à le nettoyer, le stocker et le traiter avant expédition.

(4) Texte des définitions :

« arrêté » Instruction ou ordre donné en matière de commerce de grains par la Commission.

“special binning” means the storing of a parcel or parcels of grain pursuant to a contract, in space in an elevator that is specified in the contract, for the purpose of preserving the identity of the grain;

(5) Relevant portion of the definitions:

“lawfully” means

...

(b) in respect of

...

(ii) the delivery of grain to a terminal elevator, transfer elevator or process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator, or

...

deliverable by the owner of the grain, receivable by the public carrier for carriage to the elevator or consignee and receivable by the operator of the elevator or consignee, in accordance with this Act and the *Canadian Wheat Board Act*;

(6) and (7) Relevant portion of the definition:

“elevator” means

(a) any premises in the Western Division

...

(iii) constructed for the purpose of handling and storing grain as part of the operation of a flour mill, feed mill, seed cleaning plant, malt house, distillery, grain oil extraction plant or other grain processing plant, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged for processing or otherwise,

...

(e) any premises in the Eastern Division constructed for the purpose of handling and storing grain as a part of the operation of a flour mill, feed mill, seed cleaning plant, malt house, distillery, grain oil extraction plant or other grain processing plant, and into which grain may be received, at which grain may be weighed, elevated and stored and out of which grain may be discharged for processing or otherwise,

including any such premises owned or operated by Her Majesty in right of Canada or a province or any agent thereof;

(8) New.

(9) New.

Clause 2: Relevant portion of section 12:

12. The Commission may make by-laws

...

(g) fixing the allowance to be paid to members of grain standards committees and grain appeal tribunals.

Clause 3: Existing text of section 13:

«stockage en cellule» Stockage d'un ou plusieurs lots de grain, dans un espace spécial d'une installation, effectué aux termes d'un contrat afin d'isoler le grain.

(5) Texte du passage visé de la définition :

«légalement» S'applique dans toute situation :

[...]

b) où le grain est susceptible d'être livré par son propriétaire, d'être reçu par le transporteur public pour livraison à l'installation ou au consignataire ou d'être reçu par l'exploitant de l'installation ou par le consignataire, conformément aux mêmes lois, lorsque ce mot qualifie :

[...]

(ii) la livraison de grain à une installation terminale, de transbordement ou de transformation, ou à un consignataire dans un lieu autre qu'une installation,

(6) et (7) Texte du passage visé de la définition :

«installation» ou «silo» Les installations suivantes, notamment celles qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou à leur mandataire ou qui sont exploitées par l'un d'eux :

a) les installations situées dans la région de l'Ouest et, selon le cas :

[...]

(iii) construites en vue de la manutention et du stockage de grain dans le cadre de l'exploitation d'une minoterie, d'une fabrique d'aliments pour les animaux, d'une station de nettoyage des semences, d'une malterie, d'une distillerie, d'une usine d'extraction d'huile ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage et le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment;

[...]

e) les installations situées dans la région de l'Est et construites en vue de la manutention et du stockage des grains dans le cadre de l'exploitation d'une minoterie, d'une fabrique d'aliments pour les animaux, d'une station de nettoyage des semences, d'une malterie, d'une distillerie, d'une usine d'extraction d'huile ou de toute autre usine de transformation, et équipées pour la réception, la pesée, le levage, le stockage des grains ainsi que pour leur déchargement en vue de la transformation notamment.

(8) Nouveau.

(9) Nouveau.

Article 2 : Texte du passage visé de l'article 12 :

12. La Commission peut, par règlement administratif :

[...]

g) fixer le traitement à verser aux membres des comités de normalisation des grains et à ceux des tribunaux d'appel en matière de grains.

Article 3 : Texte de l'article 13 :

13. Subject to this Act and any directions to the Commission issued from time to time under this Act by the Governor in Council or the Minister, the Commission shall, in the interests of the grain producers, establish and maintain standards of quality for Canadian grain and regulate grain handling in Canada, to ensure a dependable commodity for domestic and export markets.

Clause 4: Existing text of the heading and section 15:

REPORT

15. The Commission shall during the month of February in each year submit to the Minister a report, in such form as the Minister may direct, on the activities of the Commission during the crop year immediately preceding and the Minister shall cause the report to be laid before Parliament within fifteen days after the receipt thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that either House of Parliament is sitting.

Clause 5: (1) Relevant portion of subsection 20(1):

20. (1) The Commission shall, by by-law, constitute a western grain standards committee and an eastern grain standards committee, in this Part referred to as the Western Standards Committee and the Eastern Standards Committee, for the purpose of

(a) recommending specifications for grades of grain and selecting and recommending primary standard samples and export standard samples of grain; and

(2) Relevant portion of subsection 20(2):

(2) The Commission shall, with the approval of the Minister, appoint to the Western Standards Committee

...

(b) the chairman of the grain appeal tribunal for the Western Division;

Clause 6: Existing text of the heading:

PRIMARY STANDARD SAMPLES AND EXPORT STANDARD SAMPLES

Clause 7: (1) and (2) Relevant portion of section 23:

23. As early as possible in each crop year the Commission shall cause to be collected representative samples of the crop of western grain and the crop of eastern grain of that crop year and, from those samples and from such other samples of the stocks of grain from any previous crop year as the Commission considers to be representative of the existing stock of any grain, cause to be prepared representative samples of

...

(b) any other grade of western grain or eastern grain for which, in the opinion of the Commission, it would be appropriate to designate primary standard samples or export standard samples or both; and

Clause 8: Existing text of subsection 24(4):

(4) The Western Standards Committee shall, in respect of

(a) each grade of western red spring wheat and western amber durum wheat that, in the opinion of the Commission, is likely to be sold for export, and

(b) any other grade of western grain that the Commission refers to it for consideration,

13. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des instructions que peuvent lui donner le gouverneur en conseil ou le ministre, la Commission a pour mission de fixer et de faire respecter, au profit des producteurs de grain, des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention des grains au pays afin d'en assurer la fiabilité sur les marchés intérieur et extérieur.

Article 4: Texte de l'intertitre et de l'article 15 :

RAPPORT

15. Chaque année, au mois de février, la Commission présente au ministre, en la forme prescrite par celui-ci, un rapport d'activité pour la campagne agricole précédente. Le ministre le fait déposer devant le Parlement dans les quinze jours suivant sa réception ou, si le Parlement ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs de l'une ou l'autre chambre.

Article 5: (1) Texte du passage visé du paragraphe 20(1) :

20. (1) La Commission constitue, par règlement administratif, deux comités de normalisation, l'un pour les grains de l'Ouest et l'autre pour les grains de l'Est, respectivement appelés, dans la présente partie, comité de normalisation de l'Ouest et comité de normalisation de l'Est, et chargés de :

a) proposer les caractéristiques des grades de grain et choisir et proposer les échantillons-types normaux et les échantillons-types d'exportation;

(2) Texte du passage visé du paragraphe 20(2) :

(2) Avec l'approbation du ministre, la Commission nomme au comité de normalisation de l'Ouest :

[...]

b) le président du tribunal d'appel pour les grains de la région de l'Ouest;

Article 6: Texte de l'intertitre :

ÉCHANTILLONS-TYPES NORMAUX ET ÉCHANTILLONS-TYPES
D'EXPORTATION

Article 7: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 23 :

23. Le plus tôt possible au cours de chaque campagne agricole, la Commission fait prélever des échantillons caractéristiques de la récolte de grains de l'Ouest et de l'Est et, à l'aide de ces échantillons et d'autres échantillons des stocks de grain subsistant des campagnes agricoles précédentes qu'elle juge représentatifs du stock actuel, fait préparer des échantillons caractéristiques :

[...]

b) d'autres grades de grain de l'Ouest ou de l'Est lorsqu'elle estime opportun de désigner des échantillons-types normaux ou des échantillons-types d'exportation ou les deux, à leur égard;

Article 8: Texte du paragraphe 24(4) :

(4) Le comité de normalisation de l'Ouest examine les échantillons de grain de chaque grade que lui fournit la Commission, choisit et propose à celle-ci les échantillons qui représentent le plus fidèlement possible la qualité moyenne des grains de ce grade reçus par les installations et les postes d'inspection, dans le cas :

a) de chaque grade de blé roux de printemps de l'Ouest ou de blé durum ambré de l'Ouest en principe destiné, selon la Commission, à l'exportation;

examine the samples of grain of that grade supplied to the Committee by the Commission and select and recommend to the Commission samples of the grade that, in the opinion of the Committee, represent as accurately as possible the average of grain of that grade received at any or all elevators at any or all inspection points.

Clause 9: Existing text of sections 26 and 27:

26. The Commission shall, for each crop year,

(a) on considering the recommendations of a grain standards committee made pursuant to subsection 24(2), designate primary standard samples of each grade of grain for which a representative sample was prepared pursuant to paragraph 23(a) and of such other grades of grain as the Commission considers advisable; and

(b) on considering the recommendations of the Western Standards Committee made pursuant to subsection 24(4), designate export standard samples of each grade of western grain for which a representative sample was prepared pursuant to paragraph 23(a) and of such other grades of western grain as the Commission considers advisable.

27. (1) The export standard sample that is designated for a grade of grain

(a) shall be used as the visual grading standard in the grading of western grain of that grade discharged from a terminal elevator, transfer elevator or process elevator; and

(b) constitutes the minimum visual quality of the grade for that grain.

(2) The primary standard sample that is designated for a grade of grain

(a) shall be used as a visual grading guide in the grading of grain of that grade, other than western grain discharged from a terminal elevator, transfer elevator or process elevator; and

(b) constitutes the minimum visual quality of the grade for that grain.

(3) Where

(a) protein content is a criterion of quality that applies to a grade of grain, or

(b) any other criterion of quality that cannot be determined visually by comparison with a primary standard sample or export standard sample applies to a grade of grain,

that criterion shall be taken into consideration in determining the grade of the grain.

(4) No person shall, on the basis of the use of a primary standard sample,

(a) assign a grade to any grain that does not meet the specifications for that grade established by or under this Act; or

(b) refuse to assign a grade to any grain that meets the specifications so established for that grade.

Clause 10: Existing text of section 29:

29. The Commission shall make provision for the inspection of grain at such places as the Commission may, by by-law, determine.

Clause 11: Existing text of section 31:

31. A sample of grain taken pursuant to section 30 or otherwise sent to the Commission thereupon becomes the property of the Commission and shall be sold or disposed of by the Commission in the prescribed manner.

Clause 12: Relevant portion of subsection 32(1):

b) des autres grades de grain de l'Ouest que la Commission lui demande d'examiner.

Article 9: Texte des articles 26 et 27:

26. Pour chaque campagne agricole, la Commission, après examen des propositions que lui font l'un ou l'autre des comités de normalisation en application des paragraphes 24(2) et (4) et, dans le cas de l'alinéa b), le seul comité de normalisation de l'Ouest, en application du paragraphe (4), désigne respectivement:

a) des échantillons-types normaux pour chacun des grades de grain pour lesquels un échantillon caractéristique a été préparé en application de l'alinéa 23a) et pour les autres grades pour lesquels elle juge opportun de le faire;

b) des échantillons-types d'exportation pour chacun des grades de grain de l'Ouest pour lesquels un échantillon caractéristique a été préparé en application de l'alinéa 23a) et pour les autres grades pour lesquels elle juge opportun de le faire.

27. (1) L'échantillon-type d'exportation désigné pour un grade de grain constitue, à la fois:

a) la norme visuelle à utiliser pour le classement des grains de l'Ouest de ce grade déchargés d'une installation terminale, de transbordement ou de transformation;

b) le critère visuel de qualité minimale de ce grade.

(2) L'échantillon-type normal désigné pour un grade de grain constitue, à la fois:

a) la norme visuelle à utiliser pour le classement du grain de ce grade autre que le grain de l'Ouest déchargé d'une installation terminale, de transbordement ou de transformation;

b) le critère visuel de qualité minimale de ce grade.

(3) Dans la classification des grains, il faut tenir compte, selon le cas, de:

a) la teneur en protéines, lorsqu'elle est un critère de qualité applicable à un grade de grain;

b) tout autre critère de qualité applicable à un grade de grains qui ne peut s'apprécier visuellement par comparaison avec un échantillon-type normal ou un échantillon-type d'exportation.

(4) Un échantillon-type normal ne peut servir à:

a) attribuer un grade à des grains qui ne satisfont pas aux caractéristiques fixées pour celui-ci sous le régime de la présente loi;

b) refuser d'attribuer un grade à des grains qui satisfont aux caractéristiques ainsi établies pour celui-ci.

Article 10: Texte de l'article 29:

29. La Commission prend les dispositions nécessaires pour assurer l'inspection du grain dans les lieux qu'elle fixe par règlement administratif.

Article 11: Texte de l'article 31:

31. Dès leur prélèvement en application de l'article 30 ou leur envoi à la Commission, les échantillons deviennent la propriété de celle-ci, laquelle doit les vendre ou en disposer conformément aux règlements.

Article 12: Texte du passage visé du paragraphe 32(1):

32. (1) Subject to this Act, an inspector, after making an official inspection of grain pursuant to this Act, shall issue an inspection certificate in prescribed form,

...

(b) where the grain was grown outside Canada, stating the country of origin of the grain or stating that the grain is foreign grain.

Clause 13: Existing text of section 33:

33. An inspection certificate issued when grain is discharged out of a terminal elevator or transfer elevator shall be transmitted with the shipping documents relating to the grain.

Clause 14: Existing text of the heading and sections 35 to 38:

GRAIN APPEAL TRIBUNALS

35. (1) The Commission shall, by by-law, constitute a grain appeal tribunal for each Division.

(2) The Commission shall appoint to the grain appeal tribunal for the Western Division

(a) a chairman who is an officer of the Commission and is, in the opinion of the Commission, qualified to inspect and grade grain; and

(b) not more than eight other persons who are qualified to inspect and grade grain, are engaged in buying, selling, milling or exporting grain and are not employed in the federal public administration.

(3) The Commission shall appoint to the grain appeal tribunal for the Eastern Division

(a) a chairman who shall be the principal inspector of the Commission in that Division; and

(b) not more than eight other persons who are qualified to inspect and grade grain, are engaged in buying, selling, milling or exporting grain and are not employed in the federal public administration.

(4) Where the chairman of a grain appeal tribunal is unable to act, the Commission shall appoint to act as chairman another person who, in the opinion of the Commission, is qualified to inspect and grade grain.

36. (1) The Commission shall, by by-law, establish the terms of office of members of a grain appeal tribunal.

(2) Each member of a grain appeal tribunal, except a chairman employed in the federal public administration, shall, before entering on his duties as a member of the tribunal, take an oath of office in prescribed form.

(3) A quorum of a grain appeal tribunal shall consist of the chairman and two other members of the tribunal to be selected by him.

(4) No member of a grain appeal tribunal shall act as a member of the tribunal on an appeal relating to grain in which that member has any pecuniary interest.

37. Each member of a grain appeal tribunal is entitled to be paid

(a) if the member is not employed in the federal public administration, an allowance for the member's services in an amount to be fixed by by-law of the Commission; and

(b) reasonable travel and other expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties under this Act.

32. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'inspecteur établit, au terme de l'inspection officielle, un certificat d'inspection réglementaire qui :

[...]

b) dans le cas de grains produits à l'étranger, fait état de leur qualité de grain étranger ou de leur pays d'origine.

Article 13: Texte de l'article 33 :

33. Le certificat d'inspection établi lors du déchargement de grain d'une installation terminale ou de transbordement est transmis avec les documents d'expédition afférents.

Article 14: Texte de l'intertitre et des articles 35 à 38 :

JURIDICTION D'APPEL POUR LES GRAINS

35. (1) Pour chaque région, la Commission constitue, par règlement administratif, un tribunal d'appel en matière de grains.

(2) La Commission nomme au tribunal d'appel de la région de l'Ouest :

a) comme président, l'un de ses cadres compétents, à son avis, en matière d'inspection et de classement par grades des grains;

b) au plus huit autres personnes compétentes en matière d'inspection et de classement par grades des grains et ne faisant pas partie de l'administration publique fédérale, choisies parmi des meuniers ou des vendeurs, acheteurs ou exportateurs de grains.

(3) La Commission nomme au tribunal d'appel de la région de l'Est :

a) comme président, son inspecteur principal dans cette région;

b) au plus huit autres personnes compétentes en matière d'inspection et de classement par grades des grains et ne faisant pas partie de l'administration publique fédérale, choisies parmi des meuniers ou des vendeurs, acheteurs ou exportateurs de grains.

(4) En cas d'empêchement du président d'un tribunal d'appel, la Commission nomme, comme intérimaire, une autre personne qu'elle estime compétente en matière d'inspection et de classement par grades des grains.

36. (1) La Commission fixe, par règlement administratif, la durée du mandat des membres des tribunaux d'appel.

(2) Préalablement à leur entrée en fonctions, les membres des tribunaux d'appel, à l'exception du président s'il est agent de l'administration publique fédérale, prêtent le serment professionnel réglementaire.

(3) Le président et deux autres membres du tribunal d'appel choisis par celui-ci constituent le quorum.

(4) Il est interdit à un membre d'un tribunal d'appel de connaître d'une affaire dans laquelle il a un intérêt pécuniaire.

37. Les membres des tribunaux d'appel pour les grains ont droit :

a) s'ils ne font pas partie de l'administration publique fédérale, au traitement que fixe la Commission par règlement administratif;

b) aux frais de déplacement et autres entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu ordinaire de résidence, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

38. The Commission may assign to the chairman of the grain appeal tribunal for the Western Division such duties, in addition to his duties as chairman of the tribunal, as, in the opinion of the Commission, will not prejudice his independence as chairman but, in so doing, shall not assign duties that require the chairman to inspect or grade grain other than as chairman of the tribunal.

Clause 15: Existing text of section 39:

39. (1) Any person who is dissatisfied with the grade assigned to grain by an inspector on an official inspection of the grain may appeal from the decision of that inspector in respect of any characteristics of the grain, by way of an application for reinspection of the grain, to

- (a) the principal inspector at the place or for the district in which the grain then is;
- (b) the chief grain inspector for Canada; or
- (c) the grain appeal tribunal for the Division.

(2) Where an appeal is taken to a principal inspector pursuant to subsection (1), a further appeal, by way of an application for reinspection, lies to the chief grain inspector for Canada or the grain appeal tribunal for the Division.

(3) Where an appeal is taken to the chief grain inspector for Canada pursuant to subsection (1) or (2), a further appeal, by way of an application for reinspection, lies to the grain appeal tribunal for the Division.

(4) Except with the permission of the Commission, no appeal lies under this section unless, within fifteen days of the making of the decision that is the subject of the appeal, notice of the appeal is given to the inspector or tribunal to whom or to which the appeal is being taken.

Clause 16: Existing text of section 41:

41. Where an appeal is taken pursuant to section 39 to a principal inspector or the chief grain inspector for Canada or to a grain appeal tribunal, the inspector or tribunal shall

- (a) inspect the grain or a sample of the grain to which the appeal relates;
- (b) review the decision appealed from;
- (c) assign to the grain the grade that the inspector or tribunal considers to be the appropriate grade for the grain; and
- (d) where a grade is assigned to the grain that is different from the grade previously assigned to it, require all inspection certificates, and all other documents specified by the Commission, relating to the grain to be revised accordingly.

Clause 17: Relevant portion of section 42:

42. The following classes of licences are hereby established for the purposes of this Act:

...

- (c) a transfer elevator licence, being a licence to operate a transfer elevator;

Clause 18: Existing text of section 43:

43. The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations prescribing

- (a) subclasses of the licences established by section 42; and
- (b) any terms and conditions of a licence of any class or subclass.

Clause 19: (1) Existing text of subsections 45(1) and (2):

38. La Commission peut confier au président du tribunal d'appel de la région de l'Ouest, outre ses attributions normales, des fonctions qui, à son avis, n'entameront pas son indépendance en tant que président, à l'exception toutefois de celles qui l'obligeraient à inspecter ou classer des grains par grades à un autre titre que celui de président.

Article 15: Texte de l'article 39:

39. (1) Quiconque conteste l'attribution d'un grade résultant d'une inspection officielle peut interjeter appel de la décision de l'inspecteur relativement à l'une ou l'autre des caractéristiques du grain ainsi classé, sous forme de demande de réinspection adressée, selon le cas :

- a) à l'inspecteur principal du lieu ou du district où se trouve alors le grain;
- b) à l'inspecteur en chef des grains pour le Canada;
- c) au tribunal d'appel de la région concernée.

(2) L'interjection d'appel prévue à l'alinéa (1)a n'exclut pas le recours visé à l'alinéa b) ou c).

(3) Les appels interjetés devant l'inspecteur en chef des grains pour le Canada en application des paragraphes (1) ou (2) n'empêchent pas le recours subséquent au tribunal d'appel de la région.

(4) Sauf autorisation de la Commission, pour que l'appel soit recevable, avis doit en être donné à l'inspecteur ou au tribunal devant lequel il est interjeté, dans les quinze jours de la décision contestée.

Article 16: Texte de l'article 41:

41. L'inspecteur principal, l'inspecteur en chef ou le tribunal d'appel saisi d'un appel en application de l'article 39 doit :

- a) inspecter le grain faisant l'objet de l'appel ou un échantillon de celui-ci;
- b) réexaminer la décision contestée;
- c) attribuer au grain le grade qu'il juge le plus approprié;
- d) exiger que les certificats d'inspection, et les autres documents précisés par la Commission, relatifs à ce grain soient corrigés en cas de changement de grade.

Article 17: Texte du passage visé de l'article 42:

42. Pour l'application de la présente loi, sont établies les catégories suivantes de licences :

[...]

- c) licence d'exploitation d'une installation de transbordement;

Article 18: Texte de l'article 43:

43. La Commission peut, par règlement pris avec l'approbation du gouverneur en conseil :

- a) instituer des sous-catégories des licences établies par l'article 42;
- b) fixer la durée de validité et les conditions d'exercice des différentes catégories ou sous-catégories de licences.

Article 19: (1) Texte des paragraphes 45(1) et (2):

45. (1) Where a person who proposes to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that grain dealer; and

(b) subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant, by way of bond, suretyship, insurance or otherwise, having regard to the applicant's potential obligations for the payment of money or the delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts issued pursuant to this Act in relation to grain produced by the holders.

(2) Where a person who proposes to operate a terminal or transfer elevator applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator; and

(b) subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant, by way of bond, suretyship, insurance or otherwise, having regard to the applicant's obligations for the payment of money or the delivery of grain to holders of elevator receipts issued pursuant to this Act.

(2) Relevant portion of subsection 45(3):

(3) A licence issued pursuant to this section shall be

...

(b) subject to such conditions, in addition to any prescribed conditions, as the Commission deems appropriate in the public interest for facilitating trade in grain.

Clause 20: (1) Relevant portion of subsection 46(1):

46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45 or fails to establish to the satisfaction of the Commission that

(2) Existing text of subsection 46(2):

(2) The Commission may refuse to issue a grain dealer's licence if the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45.

Clause 21: Existing text of section 49:

49. (1) Where the Commission has reason to believe and is of the opinion that any security given by a licensee pursuant to this Act is not sufficient, the Commission may, by order, require the licensee to give, within such period as the Commission considers reasonable, such additional security as, in the opinion of the Commission, is sufficient.

(2) Any security given by a licensee as a condition of a licence may only be realized or enforced by

(a) the Commission; or

(b) any holder referred to in section 45 who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

(i) comply with this Act or any regulation or order made thereunder, or

(ii) meet any of the licensee's payment or delivery obligations to that holder on the surrender of any cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt issued by the licensee pursuant to this Act.

45. (1) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter un silo primaire ou un silo de transformation ou un commerce de grains :

a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;

b) fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur en tenant compte des obligations éventuelles de paiement ou de livraison de grain contractées par celui-ci envers les producteurs qui seront détenteurs d'accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés délivrés en application de la présente loi à l'égard du grain produit par eux.

(2) Lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, sur demande écrite d'une personne qui se propose d'exploiter un silo terminal ou de transbordement :

a) lui délivrer la licence appropriée en l'occurrence;

b) fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d'assurance ou autre par le demandeur en tenant compte des obligations de paiement ou de livraison de grain contractées par celui-ci envers les détenteurs de récépissés délivrés en application de la présente loi.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 45(3) :

(3) Toute licence délivrée en vertu du présent article :

[...]

b) est assortie des conditions réglementaires et des autres conditions que la Commission juge, dans l'intérêt public, de nature à faciliter le commerce des grains.

Article 20: (1) Texte du passage visé du paragraphe 46(1) :

46. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence d'exploitation de silo si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45 ou n'établit pas, à sa satisfaction :

(2) Texte du paragraphe 46(2) :

(2) La Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en grains si l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45.

Article 21: Texte de l'article 49 :

49. (1) Lorsqu'elle a des raisons de croire que la garantie donnée en application de la présente loi par un titulaire de licence est insuffisante, la Commission peut, par arrêté, obliger celui-ci à fournir, dans le délai qu'elle juge raisonnable, la garantie supplémentaire qu'elle estime suffisante.

(2) La garantie donnée par un titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée que, selon le cas :

a) par la Commission;

b) par tout détenteur visé à l'article 45 et qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

(i) aux exigences de la présente loi, ainsi que des règlements ou ordonnances pris sous son régime,

(2.1) [Repealed, 1994, c. 45, s. 12]

(3) Notwithstanding subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer may be realized or enforced in relation to a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt only if

(a) the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer of the grain to which the ticket or receipt relates within such period as may be prescribed after the day on which the grain was delivered to the licensee; and

(b) the producer of the grain has given notice in writing of the failure or refusal to the Commission within thirty days after the failure or refusal.

(4) Notwithstanding subsection (2), a security given by a licensee as a condition of a licence to operate a terminal or transfer elevator may be realized or enforced in relation to an elevator receipt only if the holder of the receipt has given notice in writing to the Commission within thirty days after the failure or refusal of the licensee to meet any of their delivery obligations to the holder.

(5) Notwithstanding any other provision of this Act, the Commission may prescribe by regulation the percentage of the value of a cash purchase ticket, an elevator receipt or a grain receipt that may be realized or enforced against security given by a licensee, and the security may be realized or enforced in relation to the cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt only to the extent of the prescribed percentage.

(6) If the failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of their giving to the producer a cash purchase ticket or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cash purchase ticket or other bill of exchange is given to the producer.

(7) [Repealed, 1998, c. 22, s. 6]

(8) The Commission may require an applicant for or the holder of a primary elevator licence, a terminal elevator licence or a transfer elevator licence to obtain insurance, in accordance with the regulations, against loss of or damage to the grain stored in the elevator.

Clause 22: Existing text of subsections 51(3) to (5):

(3) Notwithstanding subsection (1), the Commission, on receiving a written complaint from an interested person with respect to the charge for a service provided by the operator of a licensed elevator, may, by order, after giving all interested persons an opportunity to be heard, fix the maximum charge or a manner for determining the maximum charge for that service.

(4) An order made under subsection (3) becomes effective on the day specified in the order, which day shall not be earlier than the day the Commission determines that the facts giving rise to the complaint occurred, and ceases to be effective at the end of the crop year in which the order is made or on such earlier day as is set out in the order for its expiration.

(5) Subsections (3) and (4) cease to be in force on July 31, 1996.

Clause 23: (1) Existing text of subsection 54.1(1):

54.1 (1) Where an elevator receipt issued by the licensee of a terminal elevator or transfer elevator has been outstanding for more than one year and any charges accruing under the receipt have accrued for more than one year and are unpaid, the licensee, with the written permission of the Commission, after giving such notice of sale to the last known holder of the receipt as may be specified by the Commission, may, on such terms and conditions as may be specified in writing by the Commission, sell the grain referred to in the receipt or grain of the same kind, grade and quantity to recover the charges.

(ii) à l'obligation de lui faire un paiement ou de lui livrer du grain sur remise du bon de paiement, de l'accusé de réception ou du récépissé délivré par le titulaire en application de la présente loi.

(2.1) [Abrogé, 1994, ch. 45, art. 12]

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo primaire ou d'un silo de transformation ou d'un commerce de grains ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un accusé de réception, un bon de paiement ou un récépissé que si, à la fois :

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la livraison au titulaire du grain qui y est visé, celui-ci a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter;

b) le producteur en a avisé par écrit la Commission dans les trente jours suivant le manquement ou le refus.

(4) Par dérogation au paragraphe (2), la garantie donnée par le titulaire d'une licence d'exploitation d'un silo terminal ou d'un silo de transbordement ne peut être réalisée ou recouvrée relativement à un récépissé que si le détenteur a avisé par écrit la Commission dans les trente jours suivant le manquement ou le refus du titulaire d'exécuter son obligation de livraison envers lui.

(5) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la Commission peut fixer par règlement le pourcentage de la valeur de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé à l'égard duquel la garantie donnée par le titulaire de licence peut être réalisée ou recouvrée, celle-ci ne pouvant alors l'être que dans la mesure nécessaire au recouvrement du pourcentage réglementaire.

(6) Le manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un bon de paiement ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer est réputé avoir lieu à la date de la remise.

(7) [Abrogé, 1998, ch. 22, art. 6]

(8) La Commission peut exiger du demandeur ou du titulaire de licence de silo primaire, de silo de transbordement ou de silo terminal qu'il souscrive, en conformité avec les règlements, des polices d'assurance pour couvrir la perte du grain stocké dans son silo ou les dommages qui peuvent lui être causés.

Article 22: Texte des paragraphes 51(3) à (5):

(3) Par dérogation au paragraphe (1), dès qu'une personne lui soumet une plainte écrite portant sur les droits qu'un exploitant d'un silo agréé exige pour un service donné, la Commission peut, par ordonnance, après avoir accordé à tous les intéressés la possibilité d'être entendus, fixer le plafond — ou le mode de détermination du plafond — pour le service en question.

(4) L'ordonnance entre en vigueur à la date qu'elle mentionne expressément, laquelle ne peut être antérieure à celle que la Commission détermine comme étant la date de la survenance des faits à l'origine de la plainte et le demeure jusqu'à la fin de la campagne agricole au cours de laquelle elle est rendue ou la date d'expiration antérieure qu'elle prévoit.

(5) Les paragraphes (3) et (4) cessent d'être en vigueur le 31 juillet 1996.

Article 23: (1) Texte du paragraphe 54.1(1):

54.1 (1) Lorsque les droits exigibles aux termes d'un récépissé qui est en circulation depuis plus d'un an et qui a été délivré par le titulaire d'une licence d'exploitation relative à une installation terminale ou de transbordement n'ont pas été acquittés, le titulaire peut, avec l'autorisation écrite de la Commission et aux conditions fixées par écrit par celle-ci — relatives, notamment, à l'avis de vente préalable au dernier détenteur connu du récépissé —, vendre le grain visé par ce document ou la même quantité de grain des mêmes type ou grade pour recouvrer le montant des droits dus.

(2) Existing text of subsection 54.1(3):

(3) Each elevator receipt issued by the licensee of a terminal elevator or transfer elevator shall bear the following warning:

“WARNING: Where the charges accruing under this receipt have been unpaid for more than one year, the grain may be sold and thereafter the holder is entitled to receive, on surrender of this receipt, only the money received for the grain less those charges and the costs of sale.

AVERTISSEMENT : En cas de non-paiement, pendant plus d'un an, des droits exigibles aux termes d'un récépissé, le grain peut être vendu, le détenteur du récépissé n'ayant droit par la suite, sur remise de ce document, qu'au produit de la vente, déduction faite de ces droits et des frais exposés pour la vente.”

Clause 24: Relevant portion of section 57:

57. Except as may be authorized by regulation or by order of the Commission, no licensee operating an elevator shall receive into the elevator

(a) any grain, grain product or screenings unless the grain, grain product or screenings is weighed at the elevator immediately before or during receipt;

Clause 25: New.**Clause 26: (1) and (2) Relevant portion of section 61:**

61. Where grain is lawfully offered at a licensed primary elevator for sale or storage, other than for special binning,

(a) if the producer and the operator of the elevator agree as to the grade of the grain and the dockage, the operator shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a cash purchase ticket or elevator receipt stating the grade name, grade and dockage of the grain, and forthwith provide the producer with the cash purchase ticket or elevator receipt; and

(b) if the producer and the operator of the elevator do not agree as to the grade of the grain or the dockage, the operator shall

(i) take a sample of the grain in the manner prescribed,

Clause 27: Existing text of subsection 62(4):

(4) No order shall be made under subsection (3) unless written notice of the dispute has been received by the Commission within thirty days from the delivery of the grain that is the subject of the dispute to a terminal elevator, transfer elevator or process elevator.

Clause 28: Relevant portion of section 63:

63. Where

...

the operator shall, in such manner as may be prescribed, weigh, handle and treat the grain as requested and shall issue an elevator receipt for the grain.

Clause 29: Relevant portion of subsection 65(3):

(3) Where the holder of an elevator receipt issued by the operator of a licensed primary elevator fails to take delivery of the grain referred to in a notice given pursuant to subsection (1) within a period for taking delivery set out in the notice, whether or not the notice has been brought to the attention of the holder, and the holder or a subsequent holder later requests delivery of the grain referred to in the receipt, the operator of the elevator may, at the option of the operator, on surrender of the elevator receipt and payment of all charges accruing under this Act to the day on which the receipt is surrendered,

(2) Texte du paragraphe 54.1(3):

(3) Chaque récépissé délivré par le titulaire d'une licence d'exploitation relative à une installation terminale ou de transbordement doit porter la mention suivante :

« AVERTISSEMENT : En cas de non-paiement, pendant plus d'un an, des droits exigibles aux termes d'un récépissé, le grain peut être vendu, le détenteur du récépissé n'ayant droit par la suite, sur remise de ce document, qu'au produit de la vente, déduction faite de ces droits et des frais exposés pour la vente.

WARNING : Where the charges accruing under this receipt have been unpaid for more than one year, the grain may be sold and thereafter the holder is entitled to receive, on surrender of this receipt, only the money received for the grain less those charges and the costs of sale. »

Article 24: Texte du passage visé de l'article 57 :

57. Sauf disposition contraire des règlements ou d'un arrêté de la Commission, le titulaire de licence qui exploite une installation ne peut y recevoir :

a) du grain, des produits céréaliers ou des criblures sans les peser immédiatement avant ou pendant leur réception;

Article 25 : Nouveau.**Article 26: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 61:**

61. Lorsqu'un producteur lui offre légalement du grain pour vente ou stockage, ailleurs qu'en cellule, l'exploitant d'une installation primaire agréée :

a) en cas d'accord, entre lui et le producteur, sur le grade du grain et les impuretés qu'il contient, établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un bon de paiement ou un récépissé faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés en question et le délivre sans délai au producteur;

b) s'il y a mésentente entre eux sur ce grade ou ces impuretés :

(i) prélève un échantillon du grain en la forme réglementaire,

Article 27: Texte du paragraphe 62(4):

(4) La prise de l'arrêté visé au paragraphe (3) est subordonnée à la condition que la Commission ait reçu avis écrit du désaccord dans les trente jours de la livraison du grain en cause à une installation terminale, de transbordement ou de transformation.

Article 28: Texte du passage visé de l'article 63 :

63. L'exploitant d'une installation primaire agréée effectue le pesage, la manutention et le traitement du grain, qui lui est légalement offert pour stockage, conformément à la demande qui lui est faite et aux modalités réglementaires et délivre ensuite un récépissé dans le cas suivant :

Article 29: Texte du passage visé du paragraphe 65(3):

(3) Faute par le détenteur de se conformer à l'avis visé au paragraphe (1), dans le délai imparti, qu'il en ait ou non pris connaissance, l'exploitant de l'installation peut, sur remise du récépissé par le détenteur en question ou par un détenteur subséquent, et sur paiement des droits exigibles aux termes de la présente loi :

[...]

...

(c) deliver to the holder of the surrendered receipt an elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator for grain of the same kind, grade and quantity as the grain referred to in the surrendered receipt.

Clause 30: Existing text of subsection 67(1):

67. (1) Where the holder of an elevator receipt who is entitled to the delivery of grain referred to in the receipt from a licensed primary elevator

(a) may lawfully deliver the grain to a terminal elevator, transfer elevator or process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator, and

(b) has caused to be placed at the elevator, to transport the grain, a railway car or other conveyance that is capable of receiving grain discharged out of the elevator and to which the grain may lawfully be delivered,

the operator of the elevator shall, subject to section 86, discharge forthwith into the conveyance, to the extent of the capacity of the conveyance, the identical grain or grain of the same kind, grade and quantity, as the elevator receipt requires.

Clause 31: Existing text of sections 68.1 to 73:

68.1 An elevator receipt issued pursuant to section 61 or 62 entitles its holder to delivery of grain only if the elevator receipt is surrendered for the delivery of grain within such period as is prescribed and, where an elevator receipt is not surrendered within that period,

(a) the elevator operator who issued the elevator receipt is deemed to have purchased the grain to which the receipt relates on the day the period expires and at the market price of that day less any charges accrued under this Act in respect of the grain; and

(b) the elevator operator shall issue a cash purchase ticket in respect of the grain.

TERMINAL ELEVATORS AND TRANSFER ELEVATORS

69. (1) Subject to section 58 and any order made under subsection (2) or section 118, the operator of every licensed terminal elevator and licensed transfer elevator shall, at all reasonable hours on each day on which the elevator is open, without discrimination and in the order in which grain arrives and is lawfully offered at the elevator, receive into the elevator all grain so lawfully offered for which there is, in the elevator, available storage accommodation of the type required by the person by whom the grain is offered.

(2) The Commission may, by order, on such conditions as it may specify, authorize or require the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator to receive grain lawfully offered for storage or transfer at the elevator otherwise than as required by subsection (1).

70. Except as may be authorized or required by regulation or by order of the Commission, every operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall

(a) cause grain received into the elevator to be officially weighed;

(b) unless the grain has been officially inspected prior to receipt, cause it to be officially inspected forthwith on receipt;

(c) remove from the grain the dockage that is required by the inspection certificate relating to the grain to be removed therefrom; and

(d) on discharge of the grain from the elevator, cause the grain to be again officially weighed and officially inspected.

71. (1) On the receipt of grain into a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator, the operator of the elevator shall

c) soit remettre au détenteur du récépissé un récépissé délivré par l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée pour du grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux visés au récépissé qui a été remis par le détenteur.

Article 30: Texte du passage visé du paragraphe 67(1):

67. (1) Sous réserve de l'article 86, l'exploitant d'une installation primaire remplit sans délai le véhicule de transport visé à l'alinéa b) avec le grain prévu au récépissé ou du grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux qui y sont précisés, lorsque le détenteur du récépissé qui a droit à la livraison du grain visé par celui-ci :

a) peut légalement livrer le grain à une installation terminale, de transbordement ou de transformation, ou à un consignataire en un autre lieu qu'une installation;

Article 31: Texte des articles 68.1 à 73 :

68.1 Le détenteur d'un récépissé délivré en application des articles 61 ou 62 n'a droit à la livraison du grain que durant la période réglementaire. À défaut de remise du récépissé, pendant cette période, à l'exploitant qui l'a délivré, celui-ci est réputé avoir acheté, à l'expiration de celle-ci, le grain qui y est visé au prix du marché du jour, déduction faite des droits exigibles en application de la présente loi, et délivre un bon de paiement à cet égard.

INSTALLATIONS TERMINALES ET DE TRANSBORDEMENT

69. (1) Sous réserve de l'article 58 et d'un arrêté pris en application du paragraphe (2) ou de l'article 118, l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée doit, aux heures normales d'ouverture les jours ouvrables, sans discrimination et selon l'ordre d'arrivée et d'offre légale du grain, recevoir tout le grain pour lequel il est en mesure d'offrir le type et l'espace de stockage demandés.

(2) La Commission peut, par arrêté et aux conditions qu'elle fixe, autoriser ou obliger l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée à recevoir du grain légalement offert pour stockage ou transfert sans tenir compte des restrictions fixées par le paragraphe (1).

70. Sauf disposition contraire des règlements ou ordonnances de la Commission, l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée :

a) fait procéder à la pesée officielle du grain reçu;

b) fait procéder, si elle n'a pas déjà eu lieu, à l'inspection officielle du grain dès sa réception;

c) en extrait les impuretés en se conformant aux exigences du certificat d'inspection;

d) fait procéder à une nouvelle pesée et une nouvelle inspection officielles du grain au moment de son déchargement de l'installation.

71. (1) Sur réception du grain dans son installation terminale ou de transbordement agréée, l'exploitant :

(a) forthwith issue an elevator receipt for the grain and any screenings that he is required to report; and

(b) on surrender of the bill of lading relating to the grain, together with evidence of the payment of the charges accrued on the grain prior to the receipt into the elevator of the grain, deliver the elevator receipt to or on the order of the holder of the bill of lading.

(2) Notwithstanding any provision of this Act relating to the delivery of grain of the same kind, grade and quantity as that referred to in an elevator receipt, where the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator issues an elevator receipt for grain to which any grade would, but for excessive moisture in the grain or its intermixture with another material removable by treatment, be assignable, that operator, on the drying or treatment of the grain, as the case may be, to such extent that it meets the grade, shall recall the receipt and, on surrender thereof, issue a new elevator receipt for grain of that grade adjusted to its dried quantity or quantity remaining after the treatment.

(3) An elevator receipt issued for grain referred to in subsection (2) on the receipt of the grain into a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall state that the receipt is subject to recall and adjustment.

(4) Where the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator becomes the owner of grain removed from screenings in that elevator, the operator may, with the permission of the Commission, issue an elevator receipt in his own name for the grain.

72. (1) The operator or manager of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator

(a) [Repealed, 2005, c. 24, s. 2]

(b) shall not, except as may be authorized by regulation, specially bin any grain.

(2) and (3) [Repealed, 2005, c. 24, s. 2]

73. Subject to subsection 77(3), the holder of an elevator receipt issued in respect of grain in a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator is entitled, in priority to all other claims affecting the grain, to the grain described in the receipt or to grain in the elevator of the same kind, grade and quantity as the grain described in the receipt.

Clause 32: Existing text of subsection 74(1):

74. (1) Where the holder of an elevator receipt for grain issued by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator who may lawfully deliver grain referred to in the receipt to another elevator or to a consignee at a destination other than an elevator

(a) requests that the grain be shipped,

(b) causes to be placed at the elevator to transport the grain a conveyance that is capable of receiving grain discharged from the elevator and to which the grain may lawfully be delivered, and

(c) surrenders the elevator receipt and pays the charges accrued under this Act in respect of the grain referred to in the receipt,

the operator of the elevator shall, subject to section 86, forthwith discharge into the conveyance, to the extent of the capacity of the conveyance, the identical grain or grain of the same kind, grade and quantity, as the receipt requires.

Clause 33: Relevant portion of section 75:

75. No operator or manager of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall, except with the written permission of the Commission,

Clause 34: (1) Relevant portion of subsection 76(1):

a) établit immédiatement un récépissé pour le grain ainsi que pour les criblures dont il doit signaler la présence;

b) sur remise du connaissance ainsi que de la preuve du paiement des droits dus à ce jour, délivre le récépissé au détenteur du connaissance ou à son ordre.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi relatives à la livraison de grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux mentionnés dans le récépissé, l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée qui établit un récépissé pour du grain qui ne peut faire l'objet d'un classement par grades en raison seulement de son humidité excessive, ou de la présence d'une matière extractible par traitement, se fait remettre ce récépissé et en établit un nouveau qui constate le grade et la quantité obtenus après séchage ou traitement, selon le cas.

(3) Le récépissé établi en application du paragraphe (2) au moment de la réception du grain dans une installation terminale ou de transbordement agréée doit stipuler le fait qu'il est sujet à retrait ou à rectification.

(4) L'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée qui acquiert la propriété de grain dont on a extrait, dans son installation, les criblures peut, avec l'autorisation de la Commission, établir à son propre nom un récépissé pour ce grain.

72. (1) L'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée ne peut :

a) [Abrogé, 2005, ch. 24, art. 2]

b) stocker du grain en cellule sans autorisation réglementaire.

(2) et (3) [Abrogés, 2005, ch. 24, art. 2]

73. Sous réserve du paragraphe 77(3), le détenteur d'un récépissé visant du grain stocké dans une installation terminale ou de transbordement agréée a la priorité pour obtenir ce grain, ou du grain se trouvant dans l'installation, en même quantité et des mêmes type et grade que ceux mentionnés sur son récépissé.

Article 32: Texte du passage visé du paragraphe 74(1):

74. (1) Sous réserve de l'article 86, l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée remplit sans délai le véhicule de transport visé à l'alinéa b) avec le grain prévu au récépissé ou du grain en même quantité et des mêmes type et grade que ceux qui y sont précisés, lorsque le détenteur du récépissé peut légalement livrer ce grain à une autre installation ou à un consignataire, en un autre lieu qu'une installation, et :

Article 33: Texte du passage visé de l'article 75 :

75. L'exploitant ou le directeur d'une installation terminale ou de transbordement agréée ne peuvent, sans autorisation écrite de la Commission :

Article 34: (1) Texte du passage visé du paragraphe 76(1):

76. (1) Where, in a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator, any grain is found to be infested or contaminated, or to have gone or to be likely to go out of condition or otherwise to require treatment,

(2) and (3) Existing text of subsections 76(3) and (4):

(3) If, under a direction given under subsection (1), grain referred to in an elevator receipt indicating special binning issued by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator has been treated, shipped or otherwise disposed of, the costs incurred by the operator of the elevator in complying with the direction are recoverable from the persons having an interest or right in the grain in proportion to their respective interests or rights.

(4) Nothing in this section shall be construed as relieving the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator from the performance of any obligation imposed on that operator by or pursuant to this Act or any contract under which any grain came into or remains in the operator's possession.

Clause 35: (1) and (2) Existing text of subsections 77(1) and (2):

77. (1) The operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator may, with the written permission of the Commission on at least thirty days notice in writing, in a form and manner prescribed, to the last known holder of an elevator receipt issued by the operator, require the holder to take delivery from the elevator of the grain referred to in the receipt.

(2) Where the holder of an elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator fails to take delivery of the grain referred to in a notice given pursuant to subsection (1) within a period for taking delivery set out in the notice, whether or not the notice has been brought to his attention, the operator of the elevator may, on such terms and conditions as may be specified in writing by the Commission, sell the identical grain or grain of the same kind, grade and quantity.

(3) Existing text of subsection 77(4):

(4) Each elevator receipt issued by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall bear the warning set out in subsection 65(4).

Clause 36: Existing text of subsections 78(2) and (3):

(2) On the receipt of grain from a producer into a licensed process elevator, the operator of the elevator shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or a cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and immediately provide the producer with the grain receipt or cash purchase ticket.

(3) Except with the permission of the Commission, no operator of a licensed process elevator shall discharge grain from the elevator, otherwise than for direct manufacture or processing into another product, unless the grain is officially inspected and officially weighed at the time of discharge and assigned a grade pursuant to this Act.

Clause 37: Existing text of the heading and sections 79 and 80:

WEIGH-OVERS AT ELEVATORS

79. The operator of a licensed primary elevator shall, in such manner and at such intervals as may be prescribed,

(a) weigh over the grain, grain products and screenings contained in the elevator to determine whether there is an overage or shortage of grain, grain products or screenings in the elevator; and

76. (1) Lorsqu'il est constaté que du grain stocké dans une installation terminale ou de transbordement agréée est contaminé, avarié ou fort susceptible de le devenir, ou requiert un traitement pour toute autre raison :

(2) et (3) Texte des paragraphes 76(3) et (4) :

(3) Les frais exposés pour l'exécution des instructions données en application du paragraphe (1) pour du grain stocké en cellule peuvent être recouverts des personnes qui détiennent des droits ou intérêts sur ce grain au prorata de ceux-ci.

(4) Le présent article ne libère pas l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée des obligations que lui impose la présente loi ou tout contrat aux termes duquel le grain est entré ou resté en sa possession.

Article 35 : (1) et (2) Texte des paragraphes 77(1) et (2) :

77. (1) L'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée qui détient une autorisation écrite de la Commission à cette fin et qui a donné, en la forme réglementaire, un avis écrit d'au moins trente jours au dernier détenteur connu du récépissé délivré par lui peut obliger celui-ci à prendre livraison du grain visé par le récépissé.

(2) Si le détenteur ne se conforme pas à l'avis visé au paragraphe (1) dans le délai imparti, qu'il en ait pris connaissance ou non, l'exploitant peut, aux conditions éventuellement fixées par écrit par la Commission, vendre le grain en cause ou la même quantité de grain des mêmes type et grade.

(3) Texte du paragraphe 77(4) :

(4) Le récépissé délivré par l'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée doit contenir l'avertissement énoncé au paragraphe 65(4).

Article 36 : Texte des paragraphes 78(2) et (3) :

(2) Sur réception du grain d'un producteur dans son silo de transformation agréé, l'exploitant établit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

(3) Sauf autorisation de la Commission, le seul grain que l'exploitant d'une installation de transformation agréée peut en décharger doit être destiné à la transformation directe en un autre produit, à moins d'être officiellement inspecté et pesé au moment du déchargement et d'avoir fait l'objet d'un classement par grades conformément à la présente loi.

Article 37 : Texte de l'intertitre et des articles 79 et 80 :

PESÉES DE CONTRÔLE

79. L'exploitant d'une installation primaire agréée doit, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires prévues par règlement :

a) effectuer une pesée de contrôle du grain, des produits céréaliers et des criblures entreposés dans son installation afin d'en déterminer, le cas échéant, l'excédent ou le déficit;

(b) thereupon supply to the Commission a stock report in prescribed form.

80. (1) The Commission shall weigh over the grain, grain products and screenings contained in every licensed terminal elevator and licensed transfer elevator within such intervals, or on the basis of such volume of handling of grain, as may be specified by the Commission or prescribed to determine whether there is an overage or shortage of grain, grain products or screenings in the elevator.

(2) The Commission shall prescribe the maximum overage arising out of the operation of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator that may be retained in respect of any grain of any grade by the operator of the elevator.

(3) The maximum overage prescribed pursuant to subsection (2) in respect of grain of any grade shall not be less than one-sixteenth of one per cent of the total quantity of grain of that grade received between consecutive weigh-overs at an elevator.

(4) Subject to subsection (5), where, on a weigh-over at a licensed terminal elevator or a licensed transfer elevator, it appears that the handling of grain in that elevator has resulted in an overage of grain of any grade, the grain in excess of the prescribed maximum overage shall

(a) if the grain is grain of any kind that the Canadian Wheat Board is required to market pursuant to the *Canadian Wheat Board Act*, be the property of that Board,

(b) if the grain is grain of any kind that will be marketed by a single person or agency, be the property of that person or agency, and

(c) if the grain is grain other than grain referred to in paragraph (a) or (b), be the property of the Commission,

and any grain that is the property of the Commission pursuant to paragraph (c) shall be disposed of by the Commission in such manner as the Governor in Council may direct.

(5) Where, on a weigh-over at a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator, it appears that the handling of grain in that elevator has resulted in an overage of grain of any grade and a shortage of grain of another grade, the Commission may, before determining the amount of any overage, make an allowance for any shortage.

Clause 38: Existing text of subsection 81(1):

81. (1) With respect to the purchase of western grain from a producer of that grain, every licensed grain dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and immediately provide it to the producer.

Clause 39: Existing text of the heading and section 82.1:

GRAIN RECEIPTS

82.1 Where a grain receipt issued by the operator of a licensed process elevator or by a licensed grain dealer is not surrendered for payment within such period as is prescribed,

(a) the purchase price of the grain to which the receipt relates is deemed to be the market price of the grain on the day the period expires; and

(b) the operator of the licensed process elevator or the licensed grain dealer shall issue a cash purchase ticket in respect of the grain.

Clause 40: Existing text of section 84:

84. Except with the written permission of the Commission or in accordance with prescribed terms and conditions, no person, other than a public carrier, shall transport or cause to be transported any grain

b) fournir à la Commission, en la forme réglementaire, un rapport sur les stocks dans son installation.

80. (1) La Commission effectue une pesée de contrôle du grain, des produits céréaliers et des criblures contenus dans toutes les installations terminales ou de transbordement agréées aux intervalles qu'elle fixe ou qui sont réglementaires ou encore en fonction du volume du grain manutentionné qu'elle fixe ou qui est fixé par règlement, afin d'en déterminer, le cas échéant, l'excédent ou le déficit.

(2) La Commission fixe par règlement l'excédent maximal, provenant des opérations d'une installation terminale ou de transbordement agréée, que l'exploitant peut retenir pour du grain de tout grade.

(3) L'excédent maximal fixé en application du paragraphe (2) pour un grade de grain ne peut être inférieur à un seizième pour cent de la quantité totale du grain de ce grade reçu dans l'installation entre deux pesées de contrôle consécutives.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le grain qu'une pesée de contrôle, après manutention dans une installation terminale ou de transbordement agréée, constate être en surplus de l'excédent maximal réglementaire devient, selon le cas, la propriété :

a) de la Commission canadienne du blé, dans le cas du grain qu'elle est tenue de vendre en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*;

b) de la personne ou de l'organisme concerné, dans le cas du grain qu'il sera le seul à vendre;

c) de la Commission elle-même, dans les autres cas, celle-ci en disposant alors conformément aux instructions du gouverneur en conseil.

(5) S'il est constaté lors d'une pesée de contrôle effectuée dans une installation terminale ou de transbordement agréée qu'après manutention du grain dans cette installation il y a excédent pour un grade donné et déficit pour un autre, la Commission peut, avant de fixer un chiffre pour l'excédent, prévoir une marge pour le déficit.

Article 38: Texte du paragraphe 81(1):

81. (1) Tout négociant en grains titulaire de licence établit, pour l'achat de grain de l'Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu'il contient et le délivre sans délai au producteur.

Article 39: Texte de l'intertitre et de l'article 82.1 :

ACCUSÉS DE RÉCEPTION

82.1 À défaut de présentation à l'exploitant d'une installation de transformation agréée ou au négociant en grains, pendant la période réglementaire, de l'accusé de réception délivré par lui, le prix du grain visé par le récépissé est réputé être le prix du marché au jour de l'expiration de cette période. L'exploitant ou le négociant délivre alors un bon de paiement à cet égard.

Article 40: Texte de l'article 84 :

84. Sauf autorisation écrite de la Commission ou en conformité avec les modalités réglementaires, seuls les transporteurs publics peuvent transporter ou faire transporter du grain :

- (a) from the Western Division to the Eastern Division or from the Eastern Division to the Western Division; or
 (b) into or out of Canada.

Clause 41: Existing text of subsection 85(3):

(3) An inspector

- (a) may, at any reasonable time, inspect any conveyance that has been placed at any elevator to receive grain; and
 (b) where the inspector believes on reasonable grounds that any prescribed condition exists in the conveyance to such extent that the conveyance is not in fit condition to receive grain, shall direct that grain not be discharged into the conveyance until the condition has been corrected.

Clause 42: Existing text of section 86:

86. No person shall discharge any grain out of an elevator into a conveyance and no public carrier or other person shall permit the discharge of any grain out of an elevator into any conveyance owned or operated by him, where

- (a) the person or public carrier has reason to believe that any prescribed condition exists in the conveyance to such extent that the conveyance is not in fit condition to receive grain; or
 (b) an inspector has directed, pursuant to subsection 85(3), that grain not be discharged into the conveyance.

Clause 43: Existing text of subsection 87(1):

87. (1) One or more producers of grain, not exceeding the number designated by order of the Commission, having grain, in sufficient quantity to fill a railway car, that may be lawfully delivered to a railway company for carriage to a terminal elevator, transfer elevator or process elevator or to a consignee at a destination other than an elevator may apply in writing to the Commission, in prescribed form, for a railway car to receive and carry the grain to the elevator or other consignee.

Clause 44: Relevant portion of subsection 88(1):

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

- (a) any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a licensed grain dealer or special crops dealer in which the inspector believes on reasonable grounds there is any grain, grain product or screenings owned or possessed by the licensee or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer or special crops dealer, or

Clause 45: Existing text of subsection 89(2):

(2) No person shall knowingly make any false or misleading statements, either orally or in writing, to an inspector engaged in carrying out his duties and functions under this Act.

Clause 46: Existing text of section 90:

- 90.** (1) An inspector who believes on reasonable grounds that
 (a) any offence under this Act has been committed,
 (b) any grain, grain product or screenings in an elevator is infested or contaminated,

- a) de la région de l'Ouest à la région de l'Est, ou vice versa;
 b) de l'étranger au Canada, ou vice versa.

Article 41 : Texte du paragraphe 85(3) :

(3) L'inspecteur :

- a) peut, à toute heure convenable, inspecter tout véhicule de transport qui a été placé le long d'une installation pour recevoir du grain;
 b) s'il a des motifs raisonnables de croire, compte tenu des règlements, que le véhicule de transport n'est pas en état de recevoir un chargement de grain, ordonner de surseoir au chargement jusqu'à ce que la situation ait été corrigée.

Article 42 : Texte de l'article 86 :

86. Il est interdit à quiconque, y compris un transporteur public, de décharger ou laisser décharger du grain provenant d'une installation dans un véhicule de transport qui lui appartient ou qu'il conduit, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il a des raisons de croire, compte tenu des règlements, que ce véhicule n'est pas en état de recevoir le grain;
 b) le déchargement a été interdit par un inspecteur en application du paragraphe 85(3).

Article 43 : Texte du paragraphe 87(1) :

87. (1) Les producteurs qui ont une quantité suffisante de grain pour remplir un wagon et qui peuvent légalement le livrer à une compagnie de chemin de fer pour transport à une installation terminale, de transbordement ou de transformation, ou à un autre consignataire, peuvent, pourvu que leur nombre ne dépasse pas celui que fixe par arrêté la Commission, demander par écrit à celle-ci, en la forme réglementaire, un wagon à cette fin.

Article 44 : Texte du passage visé du paragraphe 88(1) :

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, soit pénétrer dans une installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains ou en cultures spéciales, s'il a des motifs raisonnables de croire que des grains, des produits céréaliers ou des criblures s'y trouvent, qu'ils appartiennent au titulaire ou soient en sa possession, ainsi que des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce, soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

Article 45 : Texte du paragraphe 89(2) :

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur agissant dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.

Article 46 : Texte de l'article 90 :

- 90.** (1) L'inspecteur peut saisir des registres ou autres documents s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils concernent ou établissent la perpétration d'une infraction à la présente loi, et il doit sans délai faire rapport à la Commission des faits qu'il a constatés, s'il a des motifs raisonnables de croire :
- a) qu'une infraction à la présente loi a été commise;

(c) any equipment in an elevator is in such condition that grain, grain products or screenings cannot safely or accurately be weighed or handled in the elevator,

(d) an elevator is in such condition as to cause danger to persons or loss or deterioration of grain, grain products or screenings stored therein, or

(e) an overage at a primary elevator is in excess of a prescribed maximum amount,

may seize any documents or records that the inspector believes, on reasonable grounds, contain or are evidence that an offence under this Act has been committed and, in any event, shall forthwith report to the Commission the facts ascertained by the inspector.

(2) Documents or records seized pursuant to subsection (1) shall not be detained after the expiration of thirty days from the seizure unless before that time proceedings in respect of an offence under this Act, in respect of which the documents or records contain or are evidence, have been instituted, in which event the documents or records may be detained until the proceedings are finally concluded.

Clause 47: Relevant portion of subsection 91(1):

91. (1) The Commission has jurisdiction to and may, on receiving a report from an inspector pursuant to section 90 or at any other time, investigate

...

(c) any overage or shortage appearing on the delivery of grain into or out of an elevator;

Clause 48: Existing text of subsection 95(1):

95. (1) Where

(a) a licensee has failed or refused to comply with any requirement of an order made under subsection 93(1), in relation to the operation of an elevator, before the expiration of any period of prohibition or suspension specified in that order or any order made under paragraph 94(3)(b),

(b) a licensee or the manager of a licensed elevator is convicted of an offence under this Act, or

(c) a licensee has failed to give additional security as required by any order made under subsection 49(1),

the Commission may, by order, revoke the licence to operate the elevator to which the order or conviction relates or the licence to carry on business as a grain dealer, as the case may be.

Clause 49: Relevant portion of section 97:

97. The Commission may, after any investigation instituted under section 91 and after affording all persons having an interest in the matter under investigation a full and ample opportunity to be heard, make an order

...

(c) in the case of any shortage of grain delivered into or out of any licensed elevator, for the apportionment of any loss among any complainant, the licensee of the elevator and any public carrier taking part in the carriage of the grain, having regard, in the discretion of the Commission, to any overage accruing to any person concerned.

Clause 50: Relevant portion of section 106:

106. No person shall

Clause 51: Existing text of section 107:

b) que du grain, des produits céréaliers ou des criblures se trouvant dans une installation sont infestés ou contaminés;

c) que l'équipement de l'installation est dans un tel état que le grain, les produits céréaliers ou les criblures ne peuvent être pesés avec précision ou manipulés sans risque;

d) que, vu son état, l'installation est dangereuse pour les personnes ou peut entraîner la perte ou la détérioration des grains, produits céréaliers ou criblures qui y sont stockés;

e) que l'excédent dans un silo primaire est supérieur à l'excédent maximal réglementaire.

(2) Le délai maximal de rétention des registres ou autres documents mentionnés au paragraphe (1) est de trente jours après la saisie, à moins que pendant cette période des poursuites aient été intentées pour une infraction dont ces documents font preuve, auquel cas il peut être prolongé jusqu'à l'aboutissement des poursuites.

Article 47: Texte du passage visé du paragraphe 91(1):

91. (1) La Commission a compétence pour enquêter et peut, après réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90, ou à tout autre moment, enquêter sur:

[...]

c) tout excédent ou déficit constaté lors de la livraison de grains à une installation ou de leur déchargement de celle-ci;

Article 48: Texte du paragraphe 95(1):

95. (1) La Commission peut, par ordonnance, révoquer une licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, dans les cas suivants:

a) il y a eu défaut du titulaire de se conformer à une ordonnance, relative à l'exploitation d'une installation, rendue en application du paragraphe 93(1) ou de l'alinéa 94(3)b);

b) le titulaire ou le directeur de l'installation agréée est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi;

c) le titulaire n'a pas donné la garantie supplémentaire exigée par l'ordonnance visée au paragraphe 49(1).

Article 49: Texte du passage visé de l'article 97:

97. La Commission peut, après avoir mené une enquête en application de l'article 91 et avoir donné aux intéressés toute occasion de se faire entendre, prendre un arrêté visant:

[...]

c) la répartition entre le demandeur, le titulaire de licence et le transporteur public intéressé de toute perte en cas de déficit dans la quantité de grain livrée ou sortie de l'installation, compte tenu, à son appréciation, de tout excédent échéant à l'un d'eux.

Article 50: Texte du passage visé de l'article 106:

106. Il est interdit:

Article 51: Texte de l'article 107:

107. (1) Every operator of an elevator who contravenes or fails to comply with section 72 is guilty of an offence and

- (a) if an individual, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine not exceeding nine thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding eighteen thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both; or
- (b) if a corporation, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine not exceeding thirty thousand dollars, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding sixty thousand dollars.

(1.1) Every person who contravenes section 105.1 is guilty of an offence and is liable

- (a) on summary conviction
 - (i) if an individual, to a fine not exceeding nine thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both, or
 - (ii) if a corporation, to a fine not exceeding thirty thousand dollars; or
- (b) on conviction on indictment
 - (i) if an individual, to a fine the amount of which is at the discretion of the court, or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both, or
 - (ii) if a corporation, to a fine the amount of which is at the discretion of the court.

(2) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 72 or 105.1, or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and

- (a) if an individual, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine not exceeding six thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding twelve thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both; or
- (b) if a corporation, is liable
 - (i) on summary conviction, to a fine not exceeding nine thousand dollars, or
 - (ii) on conviction on indictment, to a fine not exceeding eighteen thousand dollars.

Clause 52: Existing text of subsection 108(2):

(2) Any employee or agent of a licensed grain dealer or special crops dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the dealer is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

Clause 53: New.

Clause 54: Existing text of subsection 110(1):

110. (1) Any proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time when the subject-matter of the prosecution arose.

107. (1) Tout exploitant d'une installation qui enfreint l'article 72 commet une infraction et :

- a) en tant que particulier, encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de neuf mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de dix-huit mille dollars et un emprisonnement maximal de quatre ans, ou l'une de ces peines;
- b) en tant que personne morale, encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de trente mille dollars,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de soixante mille dollars.

(1.1) Quiconque enfreint l'article 105.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par procédure sommaire, soit une amende maximale de neuf mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende maximale de trente mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale;
- b) par mise en accusation, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal et un emprisonnement maximal de quatre ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal, s'il s'agit d'une personne morale.

(2) Quiconque enfreint une disposition de la présente loi — à l'exception des articles 72 ou 105.1 —, des règlements ou d'un arrêté de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et :

- a) en tant que particulier, encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de six mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de douze mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines;
- b) en tant que personne morale, encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (i) par procédure sommaire, une amende maximale de neuf mille dollars,
 - (ii) par mise en accusation, une amende maximale de dix-huit mille dollars.

Article 52: Texte du paragraphe 108(2):

(2) L'employé ou le mandataire d'un négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d'une licence qui agit en vue de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou d'une violation par le négociant est considéré comme coauteur de l'infraction ou de la violation.

Article 53: Nouveau.

Article 54: Texte du paragraphe 110(1):

110. (1) Les poursuites, par procédure sommaire, pour une infraction à la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de sa perpétration.

Clause 55: Existing text of subsection 111(2):

(2) Subsection (1) does not apply to an elevator receipt issued by the operator of a licensed transfer elevator in prescribed form that has clearly appearing on the face of it the words “Not Negotiable”.

Clause 56: Existing text of sections 113 and 114:

113. (1) The Commission shall register elevator receipts issued for grain by the operators of licensed terminal elevators and licensed transfer elevators at such places and in such manner as may be prescribed.

(2) The operator of each licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall transmit to the Commission for registration each elevator receipt for grain issued in respect of grain received into the elevator before delivery of the receipt to the person delivering the grain.

(3) An elevator receipt issued pursuant to this Act by the operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator does not confer on the holder of the receipt any rights to the grain referred to in the receipt unless the receipt is registered pursuant to this section.

114. The operator of a licensed terminal elevator or licensed transfer elevator shall, within such time and together with such reports as may be prescribed, tender to the Commission for cancellation of registration,

(a) where grain is discharged from the elevator,

(i) registered receipts for grain of the same kind, grade and quantity as the grain discharged from the elevator, or

(ii) where grain of different grades has been mixed, such registered receipts as the Commission may direct; and

(b) in such other circumstances as may be required by order of the Commission or prescribed, such registered receipts as are referred to in the order or prescribed.

Clause 57: Relevant portion of section 115:

115. The Governor in Council may, by order,

...

(d) direct that any grade established pursuant to this Act be assigned only to grain being officially inspected on discharge from a terminal elevator or a transfer elevator;

Clause 58: (1) to (6) Relevant portion of subsection 116(1):

116. (1) The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

...

(h) respecting the receipt, inspection, handling and storage at elevators of foreign grain and prescribing the period of time that foreign grain may remain in storage at any elevator;

(i) prescribing the procedure to be followed on appeals as to grades of grain to an inspector or a grain appeal tribunal;

...

(k) respecting the security to be given, by way of bond, suretyship, insurance or otherwise, by applicants for licences and by licensees;

(k.1) prescribing the types and amounts of insurance that applicants for and holders of primary, transfer and terminal elevator licences must obtain;

...

Article 55: Texte du paragraphe 111(2):

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au récépissé délivré en la forme réglementaire par l'exploitant d'une installation de transbordement agréée et portant, au recto, la mention « non négociable ».

Article 56: Texte des articles 113 et 114:

113. (1) La Commission doit enregistrer les récépissés délivrés par les exploitants d'installations terminales et de transbordement agréées, selon les modalités de lieu et autres prévues par les règlements.

(2) L'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée transmet à la Commission, pour enregistrement, tout récépissé délivré pour du grain reçu dans son installation avant de le remettre au livreur.

(3) À moins d'être enregistré conformément au présent article, le récépissé ne confère à son détenteur aucun droit sur les grains qui en font l'objet.

114. L'exploitant d'une installation terminale ou de transbordement agréée présente à la Commission pour annulation de l'enregistrement, dans le délai et avec les rapports prévus par les règlements :

a) dans le cas de grain déchargé de l'installation :

(i) des récépissés enregistrés pour du grain des mêmes type et grade et en même quantité que le grain déchargé de l'installation,

(ii) les récépissés exigés par la Commission lorsque le grain consiste en un mélange de divers grades;

b) dans les autres cas, qui peuvent être prévus par arrêté de la Commission ou par règlement, les récépissés enregistrés qui y sont respectivement mentionnés.

Article 57: Texte du passage visé de l'article 115 :

115. Le gouverneur en conseil peut, par décret :

[...]

d) ordonner que l'attribution d'un grade à du grain soit subordonnée à son inspection officielle lors de son déchargement d'une installation terminale ou de transbordement;

Article 58: (1) à (6) Texte du passage visé du paragraphe 116(1):

116. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut, par règlement :

[...]

h) réglementer la réception, l'inspection, la manutention et le stockage, dans les installations, de grain étranger et en fixer la durée maximale de stockage dans une installation;

i) fixer la procédure à suivre pour les appels interjetés devant un inspecteur ou un tribunal d'appel des grains relativement aux grades de grain;

[...]

k) préciser la garantie à fournir, sous forme notamment de cautionnement ou d'assurance, par les demandeurs et titulaires de licence;

k.1) déterminer les types et le montant des polices d'assurance que les titulaires ou demandeurs de licence de silo primaire, de silo de transbordement ou de silo terminal doivent souscrire;

[...]

(r) fixing, or prescribing the manner for determining, the fees for any service performed by or on behalf of the Commission and the fees for any licence issued by the Commission and prescribing the time and manner of payment of those fees;

(7) Existing text of subsection 116(2):

(2) The Commission may, in writing, permit a licensee to use any form or any system of keeping or issuing cash purchase tickets, elevator receipts or any other document designated by the Commission in addition to or in place of a prescribed form or system.

Clause 59: New.

Clause 60: (1) to (3) Relevant portion of section 118:

118. The Commission may make orders

(a) subject to any order made by the Governor in Council under section 115, governing the allocation of available railway cars to terminal elevators and transfer elevators and among shipping points on any line of railway;

...

(f) providing for the equitable apportionment among shippers of the use of elevator storage space in licensed terminal elevators and licensed transfer elevators;

Clause 61: Existing text of the heading and section 120.1:

REVIEW AND REPORT

120.1 Within a year after the coming into force of this section, the Minister shall cause

(a) an independent and comprehensive review of the Commission and of the provisions and operation of this Act to be conducted; and

(b) a report on the review to be laid before each House of Parliament, including a statement of any changes recommended by the authors of the review.

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

Clause 64: (1) Existing text of subsection 1(1):

1. (1) The definitions “cash purchase ticket”, “grain receipt”, “licence” and “licensee” in section 2 of the Canada Grain Act are replaced by the following:

“cash purchase ticket” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a primary elevator, process elevator, grain dealer or special crops dealer as evidence of the purchase of the grain by the operator of the elevator or the dealer and entitling the holder of the document to payment, by the operator or dealer, of the purchase price stated in the document;

“grain receipt” means a document in prescribed form issued in respect of grain delivered to a process elevator, grain dealer or special crops dealer acknowledging receipt of the grain and entitling the holder of the document to payment by the operator of the elevator or the dealer for the grain;

“licence” means a licence to operate an elevator or to carry on business as a grain dealer or as a special crops dealer issued by the Commission under section 45;

r) fixer le montant ou le mode de détermination des droits exigibles pour les services fournis par elle ou en son nom et de ceux payables pour les licences qu’elle délivre, ainsi que les modalités de temps et autres du paiement de ces droits;

(7) Texte du paragraphe 116(2):

(2) La Commission peut, par écrit, autoriser un titulaire de licence à utiliser, pour la conservation ou la délivrance de bons de paiement, de récépissés ou de tout autre document qu’elle précise, des formules ou systèmes en remplacement ou en plus de ceux prévus par règlement.

Article 59: Nouveau.

Article 60: (1) à (3) Texte du passage visé de l’article 118:

118. La Commission peut, par arrêté:

a) régir, sous réserve des décrets pris par le gouverneur en conseil en application de l’article 115, l’affectation des wagons disponibles aux installations terminales et de transbordement et aux points d’expédition d’une ligne de chemin de fer;

[...]

f) pourvoir à la répartition équitable, entre les expéditeurs, de l’espace de stockage dans les installations terminales et de transbordement agréées;

Article 61: Texte de l’intertitre et de l’article 120.1:

EXAMEN ET RAPPORT

120.1 Dans l’année suivant l’entrée en vigueur du présent article, le ministre veille à ce que:

a) la Commission et les dispositions de la présente loi, ainsi que les conséquences de son application, fassent l’objet d’un examen indépendant et approfondi;

b) soit déposé devant chaque chambre du Parlement un rapport de l’examen dans lequel les auteurs de l’examen font état des modifications qu’ils jugent souhaitables.

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

Article 64: (1) Texte du paragraphe 1(1):

1. (1) Les définitions de «accusé de réception», «bon de paiement», «licence» et «titulaire de licence», à l’article 2 de la Loi sur les grains du Canada, sont remplacées par ce qui suit:

«accusé de réception» Le document réglementaire accusant réception du grain livré à une installation de transformation ou à un négociant en grains ou en cultures spéciales et donnant à son détenteur droit au paiement par l’exploitant ou le négociant.

«bon de paiement» Document réglementaire qui constate l’achat, par l’exploitant d’une installation primaire ou de transformation ou par un négociant en grains ou en cultures spéciales, du grain livré à l’installation ou au négociant, et qui donne à son titulaire droit au paiement par l’acheteur du prix d’achat fixé.

«licence» Autorisation délivrée par la Commission en vertu de l’article 45 pour l’exploitation d’une installation ou pour faire profession de négociant en grains ou en cultures spéciales.

“licensee” means a person who holds a licence;

(2) Existing text of subsection 1(3):

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“penalty” means an administrative monetary penalty imposed under the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* for a violation;

“special crop” means any grain designated by regulation as a special crop;

“special crops dealer” means an operator of an elevator or a grain dealer who deals in or handles only grain that is a special crop;

“violation” means any contravention of this Act or the regulations or any order that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*;

Clause 65: Existing text of sections 2 to 5:

2. Section 42 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d), by adding the word “and” at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):

(f) a special crops dealer’s licence, being a licence to carry on business as a special crops dealer.

3. (1) Subparagraph 44(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) that person is the holder of a licence issued in respect of the elevator that is of a class appropriate to that type of elevator or, if the person is a special crops dealer, is the holder of a special crops dealer’s licence, or

(2) Subparagraph 44(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) that person is the holder of a grain dealer’s licence or, if the person is a special crops dealer, a special crops dealer’s licence,

4. Subsection 45(1) of the Act is replaced by the following:

45. (1) If a person who proposes to operate a primary or process elevator or to carry on business as a grain dealer or a special crops dealer applies in writing to the Commission for a licence and the Commission is satisfied that the applicant and the elevator, if any, meet the requirements of this Act, the Commission may

(a) issue to the applicant a licence of a class or subclass determined by the Commission to be appropriate to the type of operation of that elevator or the business of that dealer; and

(b) if the application is for a primary elevator, process elevator or grain dealer’s licence, subject to the regulations, fix the security to be given by the applicant, by way of bond, insurance or otherwise, having regard to the applicant’s potential obligations for the payment of money or the delivery of grain to producers of grain who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts issued pursuant to this Act in relation to grain other than special crops produced by the holders.

5. Subsections 46(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

46. (1) The Commission may refuse to issue an elevator licence if

(a) the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45;

(b) the applicant intends that the elevator receive special crops, the insurance plan described in section 49.01 is in effect and the applicant has not been approved by the insurer of that plan; or

(c) the applicant fails to establish to the satisfaction of the Commission that

« titulaire de licence » Détenteur d’une licence.

(2) Texte du paragraphe 1(3):

(3) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« cultures spéciales » Les grains désignés comme telles par règlement.

« négociant en cultures spéciales » Tout exploitant d’une installation ou négociant en grains qui se livre au commerce ou à la manutention de cultures spéciales, à l’exclusion de tout autre grain.

« sanction » Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation au titre de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire*.

« violation » Contravention à la présente loi ou à ses règlements ou à un arrêté punissable sous le régime de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire*.

Article 65 : Texte des articles 2 à 5 :

2. L’article 42 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa e), de ce qui suit :

f) licence de négociant en cultures spéciales.

3. (1) Le sous-alinéa 44a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) d’être titulaire d’une licence délivrée à cette fin ou, si la personne qui exploite l’installation est négociant en cultures spéciales, d’une licence de négociant en de telles cultures,

(2) Le sous-alinéa 44b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) d’être titulaire d’une licence à cette fin ou, si l’intéressé est négociant en cultures spéciales, d’une licence de négociant en de telles cultures,

4. Le paragraphe 45(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45. (1) Lorsqu’elle est convaincue que l’intéressé et, le cas échéant, le silo satisfont aux exigences de la présente loi, la Commission peut, à la demande écrite d’une personne qui se propose d’exploiter un silo primaire ou un silo de transformation ou un commerce de grains ou de cultures spéciales :

a) lui délivrer la licence appropriée en l’occurrence;

b) dans le cas d’une demande de licence de silo primaire, de silo de transformation ou de négociant en grains, fixer, sous réserve des règlements, la garantie à fournir sous forme de cautionnement, d’assurance ou autre par le demandeur en tenant compte des obligations éventuelles de paiement ou de livraison de grain contractées par celui-ci envers les producteurs qui seront détenteurs d’accusés de réception, de bons de paiement ou de récépissés délivrés en application de la présente loi à l’égard du grain — à l’exception des cultures spéciales — produit par eux.

5. Les paragraphes 46(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

46. (1) La Commission peut refuser de délivrer une licence d’exploitation de silo si :

a) l’intéressé n’a pas versé la garantie qu’elle a fixée en vertu de l’article 45;

b) lorsque le silo est destiné à recevoir des cultures spéciales et que le régime d’assurance visé à l’article 49.01 est en vigueur, l’assureur refuse d’assurer l’intéressé;

c) l’intéressé n’établit pas, à sa satisfaction :

(i) the premises that the applicant proposes to use are appropriate for the storage and handling of grain, or

(ii) the elevator is or will be of such a type and in such condition and the equipment of the elevator is or will be of such a type and size and in such condition as to enable the applicant to provide, at the location where the applicant proposes to operate the elevator, the services required by or pursuant to this Act to be provided at that location by a licensee holding a licence of the class for which the applicant has applied.

(2) The Commission may refuse to issue a grain dealer's licence if

(a) the applicant has not given the security fixed pursuant to section 45; or

(b) the applicant intends to deal in special crops, the insurance plan described in section 49.01 is in effect and the applicant has not been approved by the insurer of that plan.

(2.1) The Commission may refuse to issue a special crops dealer's licence if the insurance plan described in section 49.01 is in effect and the applicant has not been approved by the insurer of that plan.

(3) The Commission may refuse to issue a licence to any applicant who has, within the twelve months immediately preceding the application for the licence, been convicted of an offence under this Act or has been found to have committed a violation if the Commission is satisfied that it would not be in the public interest to issue a licence to the applicant.

Clause 66: Existing text of subsections 6(1) and (2):

6. (1) Subsection 49(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Any security given by a licensee as a condition of a licence may only be realized or enforced by the Commission on behalf of any holder referred to in section 45 who has suffered loss or damage by reason of the refusal or failure of the licensee to

(a) comply with this Act or any regulation or order made under it; or

(b) meet any of the licensee's payment or delivery obligations to that holder on the surrender of any cash purchase ticket, elevator receipt or grain receipt issued by the licensee pursuant to this Act in respect of grain other than a special crop.

(2) Paragraph 49(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the ticket or receipt is issued in respect of grain other than a special crop and the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer of the grain within such period following the issuance of the ticket or receipt by the licensee as may be prescribed; and

Clause 67: Existing text of section 7:

7. The Act is amended by adding the following after section 49:

49.01 (1) In this section and section 49.02, "agent" means the Commission or any other person or organization designated as agent by the Minister on the recommendation of the Special Crops Advisory Committee referred to in section 49.02.

(2) The agent may, in accordance with the regulations, establish an insurance plan to insure producers of special crops who are holders of cash purchase tickets, elevator receipts or grain receipts against the refusal or failure of licensees to meet their payment or delivery obligations under the receipt or ticket.

(i) soit que les locaux qu'il se propose d'utiliser conviennent au stockage et à la manutention du grain,

(ii) soit que le type et l'état de l'installation et de son équipement ainsi que la dimension de celui-ci lui permettront de fournir, au lieu d'exploitation proposé, les services imposés sous le régime de la présente loi au titulaire d'une licence de la catégorie de celle qui est demandée.

(2) La Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en grains si :

a) l'intéressé n'a pas versé la garantie qu'elle a fixée en vertu de l'article 45;

b) lorsque celui-ci fait notamment le commerce de cultures spéciales et que le régime d'assurance visé à l'article 49.01 est en vigueur, l'assureur refuse de l'assurer.

(2.1) Lorsque le régime d'assurance visé à l'article 49.01 est en vigueur, la Commission peut refuser de délivrer une licence de négociant en cultures spéciales si l'assureur refuse d'assurer l'intéressé.

(3) La Commission peut refuser de délivrer une licence à toute personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou responsable d'une violation dans les douze mois qui précèdent la demande lorsqu'elle est convaincue que cela serait contraire à l'intérêt public.

Article 66: Texte des paragraphes 6(1) et (2) :

6. (1) Le paragraphe 49(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La garantie donnée par un titulaire de licence ne peut être réalisée ou recouvrée que par la Commission pour le compte d'un détenteur visé à l'article 45 qui a subi une perte ou des dommages en raison du manquement du titulaire, délibéré ou non :

a) aux exigences de la présente loi, ainsi que des règlements ou arrêtés pris sous son régime;

b) à l'obligation de faire un paiement au détenteur ou de lui livrer du grain sur remise du bon de paiement, de l'accusé de réception ou du récépissé délivré par le titulaire en application de la présente loi à l'égard de grain — à l'exception des cultures spéciales.

(2) L'alinéa 49(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la délivrance de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé au producteur du grain qui y est visé — à l'exception des cultures spéciales —, le titulaire a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers celui-ci ou a refusé de l'exécuter;

Article 67: Texte de l'article 7 :

7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 49, de ce qui suit :

49.01 (1) Pour l'application du présent article et de l'article 49.02, « agent » s'entend de la Commission ou de la personne ou de l'organisme désigné à ce titre par le ministre, sur recommandation du comité consultatif des cultures spéciales mentionné à ce dernier article.

(2) L'agent peut, conformément aux règlements, établir un régime d'assurance afin de protéger les producteurs de cultures spéciales qui détiennent des accusés de réception, récépissés ou bons de paiement contre le refus ou le défaut des titulaires de licence de respecter les obligations de paiement ou de livraison prévues dans ces documents.

(3) A producer of special crops who delivers or causes to be delivered such a crop to a licensee when an insurance plan described in subsection (2) is in effect shall pay to the licensee in the prescribed manner the prescribed levy.

(4) A licensee shall collect the levy from the producer and shall remit it to the agent within such period and in such manner as may be prescribed.

(5) The agent shall use the levies to pay any premiums owed to the insurer, any expenses related to the administration of the insurance plan and any remuneration or reimbursement of expenses to which a member of the Special Crops Advisory Committee may be entitled under subsection 49.02(4).

(6) A producer of special crops participating in the insurance plan may make a claim related to a grain receipt, elevator receipt or cash purchase ticket issued in respect of a special crop by a licensee only if

(a) prior to the expiration of such period following the issuance of the receipt or ticket by the licensee as may be prescribed, the licensee fails or refuses to meet any of their payment or delivery obligations to the producer; and

(b) the producer has given notice in writing of the failure or refusal to the agent within such period following the failure or refusal as may be prescribed.

(7) If the failure on the part of a licensee to meet the licensee's payment obligations is a result of their giving to the producer a cash purchase ticket or other bill of exchange that the bank or other financial institution on which it is drawn subsequently refuses to honour, that failure occurs when the cash purchase ticket or other bill of exchange is given to the producer.

(8) A producer of special crops may, in the prescribed manner, withdraw from the insurance plan described in this section. The agent must reimburse the producer for the amount of any levy the producer paid under subsection (3) for the period after the producer's withdrawal from the plan.

49.02 (1) The Minister shall establish a committee, referred to as the Special Crops Advisory Committee, composed of not more than nine members named by the Minister for a term not exceeding three years, which term may be renewed for one or more further terms.

(2) The Special Crops Advisory Committee shall make recommendations regarding the designation of special crops, the selection of a person or organization as agent or insurer under section 49.01 and any other issues concerning special crops submitted to it by the Minister.

(3) The majority of the members of the Special Crops Advisory Committee shall be special crops producers who are not special crops dealers, grain dealers or operators of primary elevators.

(4) The agent shall pay to the members of the Special Crops Advisory Committee such remuneration as is fixed by the Minister and reimburse them for any reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary places of residence.

Clause 68: Existing text of sections 9 and 10:

9. Subsections 51(3) to (5) of the Act are repealed.

10. The heading "ELEVATORS AND GRAIN DEALERS AND THE HANDLING OF GRAIN BY LICENSEES AND OTHER PERSONS" before section 55 of the Act is replaced by the following:

ELEVATORS, GRAIN DEALERS AND SPECIAL CROPS DEALERS AND THE HANDLING OF GRAIN BY LICENSEES AND OTHER PERSONS

Clause 69: Existing text of sections 15 and 16:

(3) Dans le cas où le régime d'assurance visé au paragraphe (2) est en vigueur, le producteur de cultures spéciales qui livre ou fait livrer de telles cultures à un titulaire de licence est tenu de lui payer la contribution réglementaire conformément aux règlements.

(4) Le titulaire de licence perçoit la contribution et la remet à l'agent dans le délai et selon les modalités réglementaires.

(5) L'agent applique la contribution aux primes versées à l'assureur, à l'administration du régime d'assurance ainsi qu'à la rémunération et à l'indemnisation des membres du comité consultatif des cultures spéciales en conformité avec le paragraphe 49.02(4).

(6) Le producteur qui participe au régime d'assurance ne peut présenter de réclamation au titre d'un accusé de réception, d'un récépissé ou d'un bon de paiement délivré à l'égard de cultures spéciales par un titulaire de licence que si, à la fois :

a) avant l'expiration de la période réglementaire suivant la délivrance de l'accusé de réception, du bon de paiement ou du récépissé, le titulaire a manqué à son obligation de paiement ou de livraison envers le producteur ou a refusé de l'exécuter;

b) le producteur en a avisé par écrit l'agent dans le délai réglementaire suivant le manquement ou le refus.

(7) Le manquement à ses obligations de la part du titulaire de licence lorsque celui-ci remet au producteur un bon de paiement ou toute autre lettre de change que la banque ou autre institution financière sur laquelle ils sont tirés refuse par la suite d'honorer est réputé avoir lieu à la date de la remise.

(8) Un producteur de cultures spéciales peut, conformément aux règlements, se retirer du régime d'assurance prévu au présent article. L'agent est tenu de rembourser au producteur les contributions qu'il a payées au titre du paragraphe (3) après son retrait.

49.02 (1) Le ministre constitue un comité consultatif des cultures spéciales composé d'au plus neuf membres nommés par lui pour un mandat renouvelable d'au plus trois ans.

(2) Le comité présente des recommandations sur la désignation des cultures spéciales ainsi que sur le choix de l'agent et de l'assureur visés à l'article 49.01 et conseille le ministre sur toute question relative à ces cultures que celui-ci lui soumet.

(3) Le comité est formé majoritairement de producteurs de cultures spéciales qui ne sont pas négociants en ces cultures ou en grains et n'exploitent aucune installation primaire.

(4) L'agent verse aux membres la rémunération fixée par le ministre et les rembourse des frais de déplacement et de séjour entraînés dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.

Article 68: Texte des articles 9 et 10 :

9. Les paragraphes 51(3) à (5) de la même loi sont abrogés.

10. L'intertitre « INSTALLATIONS — NÉGOCIANTS EN GRAINS — MANUTENTION DU GRAIN PAR DES TITULAIRES DE LICENCE ET AUTRES PERSONNES » précédant l'article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

INSTALLATIONS — NÉGOCIANTS EN GRAINS OU EN CULTURES SPÉCIALES — MANUTENTION DU GRAIN PAR DES TITULAIRES DE LICENCE ET AUTRES PERSONNES

Article 69: Texte des articles 15 et 16 :

15. The Act is amended by adding the following after section 68.1:

68.2 For greater certainty, in sections 60 to 68.1, “licensed primary elevator” means a primary elevator operating under a primary elevator licence referred to in paragraph 42(a).

16. The heading before section 81 and sections 81 and 82 of the Act are replaced by the following:*Grain Dealers and Special Crops Dealers*

81. (1) With respect to the purchase of western grain from a producer of that grain, every licensed grain dealer or special crops dealer shall, at the prescribed time and in the prescribed manner, issue a grain receipt or cash purchase ticket stating the grade name, grade and dockage of the grain, and immediately provide it to the producer.

(2) No licensed grain dealer or special crops dealer who acts for any person on a commission basis in relation to the purchase or sale of western grain by a grade name shall, except with the consent of that person, buy, sell or have any interest directly or indirectly beyond the dealer’s agreed commission in the purchase or sale of the grain.

(3) No licensed grain dealer or special crops dealer shall

(a) except with the permission of the Commission, enter into a contract relating to western grain that the dealer has reason to believe is infested or contaminated; or

(b) enter into a contract that provides for the delivery of western grain to an elevator or a consignee if the grain is not lawfully receivable by the operator of the elevator or other consignee.

82. Every licensed grain dealer or special crops dealer shall maintain such records of the dealer’s business and make such reports to the Commission in respect of that business as may be prescribed.

Clause 70: Existing text of section 19:

19. Subsection 93(1) of the Act is replaced by the following:

93. (1) If, on receiving the report of an inspector pursuant to section 90 or on making an investigation pursuant to section 91, the Commission believes on reasonable grounds that an offence under this Act or a violation has been committed by a licensee of an elevator or by a licensed grain dealer or special crops dealer or that a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c), (d) or (e) exists in a licensed elevator, the Commission may, by order,

(a) require a weigh-over of any grain, grain products or screenings in the elevator by the licensee or a person authorized for the purpose by the Commission and, for that purpose, prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, the receipt into or removal from the premises of the elevator, or both, of any grain, grain products or screenings;

(b) in the case of a condition referred to in paragraph 90(1)(b), (c) or (d),

(i) require that the condition be remedied in such manner and within such time as is specified in the order,

(ii) require that such grain, grain products and screenings in the elevator as are specified in the order be stored or disposed of in such manner as the Commission considers equitable, and

(iii) prohibit, for such period not exceeding thirty days as is specified in the order, any particular use of the elevator or its equipment; and

(c) whether or not the Commission exercises any of the powers conferred by paragraphs (a) and (b), in its discretion, suspend the licence to operate the elevator or the licence to carry on business as a grain dealer or special crops dealer for such period not exceeding thirty days as is specified in the order.

15. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 68.1, de ce qui suit :

68.2 Pour l’application des articles 60 à 68.1, « installation primaire agréée » s’entend uniquement d’une installation primaire dont l’exploitation est autorisée au titre d’une licence visée à l’alinéa 42a).

16. L’intertitre précédant l’article 81 et les articles 81 et 82 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :*Négociants en grains ou en cultures spéciales*

81. (1) Tout négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire de licence établit, pour l’achat de grain de l’Ouest auprès du producteur de celui-ci, selon les modalités de temps et autres modalités réglementaires, un accusé de réception ou un bon de paiement faisant état du grade du grain, de son appellation de grade et des impuretés qu’il contient et le délivre sans délai au producteur.

(2) Le négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d’une licence qui perçoit une commission à l’achat ou à la vente de grain de l’Ouest désigné sous une appellation de grade ne peut, sans le consentement de son mandant, acheter, vendre ou détenir directement ou indirectement, dans ces opérations, d’autres droits que la commission convenue.

(3) Le négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d’une licence ne peut :

a) sauf autorisation de la Commission, conclure de contrat portant sur du grain de l’Ouest qu’il a des raisons de croire infesté ou contaminé;

b) conclure de contrat prévoyant la livraison de grain de l’Ouest à une installation ou à un consignataire si le grain ne peut être légalement livré à destination.

82. Chaque négociant en grains ou en cultures spéciales titulaire d’une licence tient les registres de son commerce et fait à la Commission les rapports réglementaires y afférents.

Article 70: Texte de l’article 19 :

19. Le paragraphe 93(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

93. (1) Si elle a des motifs raisonnables de croire à la perpétration d’une infraction à la présente loi ou d’une violation par le titulaire d’une licence d’exploitation d’une installation ou de négociant en grains ou en cultures spéciales, ou à l’existence d’un des états visés par les alinéas 90(1)(b), (c), (d) ou (e), la Commission peut, par arrêté, sur réception du rapport d’inspection prévu à l’article 90 ou au cours d’une enquête effectuée au titre de l’article 91 :

a) exiger que le titulaire de licence ou toute autre personne habilitée par elle à cet effet, effectue une pesée de contrôle des grains, produits céréaliers ou criblures qui se trouvent dans l’installation et interdire, à cette fin, pour une période maximale de trente jours fixée par l’arrêté, toute entrée et sortie de telles marchandises;

b) dans le cas d’un état mentionné aux alinéas 90(1)(b), (c) ou (d) :

(i) exiger qu’il soit remédié à la situation selon les modalités qu’elle ordonne,

(ii) exiger que les grains, produits céréaliers ou criblures se trouvant dans l’installation et mentionnés dans l’arrêté soient stockés, ou qu’il en soit disposé, de la manière qu’elle juge équitable,

(iii) interdire, pour une période maximale de trente jours fixée par l’arrêté, tout usage particulier de l’installation ou de son équipement;

c) suspendre, à son appréciation, qu’elle exerce ou non les pouvoirs que lui confèrent les alinéas a) et b), la licence en cause pour une période maximale de trente jours fixée par l’arrêté.

Clause 71: Existing text of subsections 24(2) and (3):

(2) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) designating any grain, except wheat, oats, barley, rye, canola and flax, as a special crop;

(3) Subsection 116(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (k.1):

(k.2) for the purposes of section 49.01

- (i) fixing the amount of the levy to be paid by producers of special crops and determining the method by which it is to be paid,
- (ii) providing for the time and manner in which licensees are to remit any levies collected to the agent,
- (iii) governing the reimbursement by the agent of expenses related to the administration of the insurance plan from the levies remitted to the agent,
- (iv) fixing the period of insurance coverage following the issuance of an elevator receipt, grain receipt or cash purchase ticket,
- (v) governing the retention and maintenance of records and the provision of information,
- (vi) specifying the terms and conditions for participation in and withdrawal from the insurance plan by producers of special crops, and
- (vii) providing for any other measures necessary to implement and maintain the insurance plan;

Federal Law–Civil Law Harmonization Act, No. 2

Clause 72: Existing text of subsection 207(5):

(5) On the later of the coming into force of section 109 of this Act and section 23 of the other Act, section 108 of the English version of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

108. (1) Any manager of an elevator, or any other employee, or agent or mandatary, of the operator or licensee of an elevator, who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the operator or licensee is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

(2) Any employee, or agent or mandatary, of a licensed grain dealer or special crops dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the dealer is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

Article 71 : Texte des paragraphes 24(2) et (3) :

(2) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a), de ce qui suit :

a.1) désigner comme culture spéciale, pour l’application de la présente loi, tout grain, à l’exception du blé, de l’avoine, de l’orge, du seigle, du canola et du lin;

(3) Le paragraphe 116(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa k.1), de ce qui suit :

k.2) pour l’application de l’article 49.01 :

- (i) déterminer le montant de la contribution à payer par les producteurs de cultures spéciales et son mode de paiement,
- (ii) prévoir les délais et modalités de remise à l’agent des contributions perçues par les titulaires de licence,
- (iii) régir le remboursement par l’agent, sur les contributions qui lui sont remises, des frais d’administration du régime d’assurance,
- (iv) fixer la période de validité de l’assurance suivant la délivrance d’un accusé de réception, d’un bon de paiement ou d’un récépissé,
- (v) régir la tenue et la conservation de dossiers et prévoir la fourniture de renseignements,
- (vi) prévoir les conditions et formalités de participation des producteurs de cultures spéciales au régime d’assurance, ainsi que celles de leur retrait du régime,
- (vii) prendre toute autre mesure nécessaire à la mise sur pied et au maintien du régime d’assurance;

Loi d’harmonisation n° 2 du droit fédéral avec le droit civil

Article 72 : Texte du paragraphe 207(5) :

(5) À l’entrée en vigueur de l’article 109 de la présente loi ou à celle de l’article 23 de l’autre loi, la dernière en date étant à retenir, l’article 108 de la version anglaise de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

108. (1) Any manager of an elevator, or any other employee, or agent or mandatary, of the operator or licensee of an elevator, who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the operator or licensee is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

(2) Any employee, or agent or mandatary, of a licensed grain dealer or special crops dealer who does any act or thing directed to the commission of an offence under this Act or a violation by the dealer is a party to and guilty of the offence or violation, as the case may be.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>